

T2137-433-6,00 F



ISSN 0026-9433

hebdô

le monde

# Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 433

JEUDI 25 FÉVRIER 1982

6,00 F

## L'ÉTAT SOCIALISTE DÉMOBILISE :



CONTRE LES MILICES PATRONALES

# AUTO-DEFENSE DES TRAVAILLEURS

Fop. 2520

## Matériel de propagande

<b>BANDEAUX</b>	
Monde libertaire : Lisez le Monde libertaire	0,15 F
F.A. : Radio-Libertaire	0,20 F
<b>AFFICHES</b>	
Groupe Malatesta : Autogestion	0,70 F
Groupe de Toulon : Radios libres	0,50 F
Groupe d'Angers : Abstention révolutionnaire, grève gestionnaire	0,60 F
* Groupe Fresnes-Antony : Autogestion	0,50 F
Groupe Sacco-Vanzetti : Le pouvoir est tranquille	0,60 F
Groupe Jacob : Autogestion. Occupez-vous de vos affaires !	0,50 F
Groupe Sacco-Vanzetti : Halte au flitage des enfants	0,50 F
Monde libertaire : Lisez le Monde libertaire (dessin)	0,50 F
* Monde libertaire (12 pages) : Lisez le ML	0,60 F
* Monde libertaire : En vente chaque jeudi	0,45 F
Groupe Sacco-Vanzetti : Armée, bureau du peuple	0,60 F
Groupe d'Argenteuil : Unité ouvrière	1 F
Monde libertaire (nouvelle adresse)	0,30 F
Groupe de Marseille : S'abstenir, c'est lutter	0,60 F
* Relations internationales : Pologne	0,70 F

**POSTER**  
U.R. Centre : Le pouvoir est maudit (Louise Michel) 10 F

<b>AUTOCOLLANTS</b>	
Groupe d'Evreux : Lisez le Monde libertaire	3 F et 0,40 F
Groupe d'Evreux : A.R.	2 F et 1 F
Monde libertaire : Lisez le ML	1 F et 0,20 F
Groupe de Toulon : Action directe	0,50 F et 0,25 F
Groupe de Brest : Autogestion	0,10 F et 0,10 F
Groupe de Brest : L'armée, bureau du peuple	4 F et 2,50 F
Groupe de Brest : Nucléaire	3 F et 2 F
Groupe de Montreuil : Que personne ne décide à notre place	1,50 F et 0,50 F
Groupe de Montreuil : Egalité des revenus	1 F et 0,40 F
Groupe d'Orsay : Lisez le Monde libertaire	0,30 F et 0,12 F
Groupe de Brest : A bas toutes les armées	3 F et 2 F
Fédération anarchiste : Radio-Libertaire	1 F et 0,30 F

Pour les autocollants, le premier prix indiqué est le prix à l'unité au-dessous de 10 exemplaires. Le second au-dessus de 10 exemplaires.  
Les commandes sont faites le jour même, sauf rupture de stock. N'oubliez pas les frais de port, 30% de la commande pour les affiches dont le titre n'est pas précédé d'un astérisque. Pas d'envoi au-dessous de 10 exemplaires. En vente sur place à Publico 2 F l'unité de une à dix affiches par type d'affiche.

## PERMANENCES DES GROUPE F.A.

Liaison Poitiers : permanence le dimanche matin sur le marché couvert de la ZUP de Poitiers.

Groupe d'Evreux : permanence le dernier jeudi de chaque mois de 18 à 19 heures, derrière la mairie, salle 1, 2 et 3, 27000 Evreux.

Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.

Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3, rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.

Groupe de Toulon : Action directe et groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h, au local du Cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.

Groupe l'entraide (Havre et région) : dans les locaux du CES, 16, rue Jules Telier au Havre, permanences les lundis et samedis de 18 à 19 h.

Groupe du 11<sup>e</sup> : permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.

Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germinial c/o BP 7, 80330 Longueau.

Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les lundis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.

Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).

Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, (15<sup>e</sup>), métro Boucicaut, tous les jeudis de 19 à 20 h.

Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h, le samedi de 17 à 19 h, 10, rue Robert Planquette, Paris 18<sup>e</sup>.

Groupe Fresnes-Antony : le jeudi de 9 h 30 à 11 h 30, le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.

Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois — 74.26.02.

Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « Salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merlieux (tel. (23). 80.17.09).

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.

Groupe Voline : 26, rue Piat, Paris 20<sup>e</sup>. Permanences le 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> jeudi de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.

Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis de 16 à 21 h et les samedis de 14 à 19 h.

Groupe d'Aubenas : de 9 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, le dernier samedi de chaque mois, au cours de la tenue de la table de presse.

Permanences F.A. et GAEL : le vendredi à 20 h 30, bat. 5, salle 3, Place Guillaouard, à Caen. Un vendredi sur deux, table de presse au R.U.B. Campus.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup> (M<sup>o</sup> République) — tél. : 805.34.08.

### COMMUNIQUÉS

Un groupe libertaire est né à Melun-Sénart. Les personnes intéressées par la propagation des idées libertaires dans la région peuvent écrire aux R.I qui transmettront.

Appel aux libertaires de tout le département de l'Eure : où que vous soyez, quel que soit le nombre que vous êtes, contactez les R.I pour joindre les militants de votre département.

Pour tout contact avec le groupe M. Fayolle de Tours, écrire à Claude Garcera, BP 835, St-Avertin, 37178 Chambray Cedex.

La liaison Laval FA assure une permanence de 10 h 15 à 12 h 30, Place du 11 Novembre, le samedi à Laval.

Libertaires jurassiens, si la propagande des idées anarchistes vous intéresse, faites-vous connaître en écrivant à la liaison FA du Jura par l'intermédiaire des R.I.

Les personnes désireuses de militer pour l'anarchisme et de former un groupe libertaire sur les secteurs de Tournon (Ardèche) peuvent contacter les R.I qui transmettront.

Nous rappelons qu'un groupe FA est constitué à Caen. Nous appelons tous les sympathisants de la FA à le rejoindre. On peut le contacter à sa table de presse au RU B, le vendredi midi, sur le marché St-Pierre le dimanche matin.

Un groupe d'expression et d'activités anarchistes est en formation sur Versailles et sa région. Si la propagation des idées anarchistes t'intéresse, écris aux R.I qui transmettront.

Les sympathisants libertaires intéressés par la création d'un groupe sur Boulogne-Billancourt peuvent écrire aux R.I qui transmettront.

A Brest, le groupe « Les temps nouveaux » vient de se constituer. Il invite tous ceux et celles qui le veulent à rejoindre la lutte pour le développement et l'implantation de l'anarchisme, le renforcement de la Fédération anarchiste sur Brest et la région. Pour tout contact, tu peux écrire à CEL, BP 728 Brest Pliier Rouge, 29277 Brest Cedex ou à Fédération anarchiste, Relations Intérieures, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Le Monde libertaire est en vente dans tous les kiosques des gares et les principales maisons de presse. Pour nous aider à limiter le nombre d'invendus, achetez-le toujours au même endroit ou mieux encore : abonnez-vous !

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>  
Directeur de publication  
Maurice Joyeux  
Commission paritaire n° 55 635  
Imprimerie « Les Marchés de France »  
44, rue de l'Ermitage, Paris 20<sup>e</sup>  
Dépôt légal 44 149 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - Publi Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

### publications de groupes

Cafougnette est en colère ! Cette feuille de désintoxication sociale éditée par le groupe communiste libertaire de Valenciennes est disponible à Publico.

Le numéro 2 de Drapeau noir, mensuel du groupe Proudhon de la Fédération anarchiste est paru. Abonnement : 30 F et plus. Pour tout contact : CESL, BP 121, 25014 Besançon cedex.

La Rue n° 31, revue du groupe Louise Michel, est parue. Au sommaire :

- Le pouvoir du PS vu par un en-dehors (Roland Boisdeveix) ;  
- L'infiltration du catholicisme « social » (Denis Pelletier) ;  
- A propos du féminisme (Thyde Rosell) ;

- Mélanges épistémico-écológicos (Marc Prévôtel) ;  
- La RFA sous les feux des parutions françaises (M.S. Kollin) ;

- La FA reprend sa place (Maurice Joyeux) ;  
- Anarchistes italiens en France (Gaetano Manfredonia) ;  
- Les poussées sauvages du capitalisme US (Roland Creagh).

En vente à Publico. Prix : 25 F.

Le numéro 5 de L'Agitateur, journal d'expression libertaire du groupe d'Aubenas vient de paraître. En vente à Publico : 3 F.

### Sommaire

PAGE 2	Activités des groupes FA
PAGE 3	En bref
	Seul Allah est grand
	Ils ont tué Ahmed
	Editorial
	A quoi rêvent les cadres ?
PAGE 4	En bref
	Les dessous malodorants d'un syndicat
	Conflit Harry's
	A rebrousse-poil
PAGE 5	Action directe ouvrière...
	La gauche au pouvoir et le capital
PAGE 6	Le pain de fesses de l'Etat

Jospin, gardien de Mitterrand ?...	
France, ta Corse s'éloigne	
PAGE 7	Les anarchistes
PAGE 8	Salvador
	Solidarité internationale...
PAGE 9	Informations internationales
PAGE 10	La Mutualité
PAGE 11	Spectacles, livres...
PAGE 12	Quelques repères
	Le réveil de l'Islam
	Les femmes et l'Islam

### Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17, rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 14 à 15 h à Publico 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>

Tous les mardis de 18 à 19 h tous les vendredis de 19 à 20 h 26, rue du Wab-Billy Metz - Tél. : 74.41.58

### RIS-ORANGIS

Le Centre de Documentation anarchiste (CDA) du groupe libertaire de Ris-Orangis ouvre ses portes : journaux et revues libertaires, affiches, posters, prêts gratuits de livres. Tous les samedis de 14 à 16 h. Notre adresse : CDA, co CAES, 1, rue E. Bonté, 91130 Ris-Orangis (à côté de la gare).

### Livres en vente à Publico

Michel Ragon : Ma sœur aux yeux d'Asie	59 F
J.-F. Skrzypczak : L'inné et l'acquis	60 F
A. et D. Prudhommeaux : La Catalogne libre	6 F
C. Castoriadis : Devant la guerre	64 F
R. Boussinot : Les mots de l'anarchie	68 F

**Abonnez vous !**

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n°	70 F	80 F	100 F	Rédaction Administration
25 n°	130 F	150 F	190 F	145 rue Amelot 75011 Paris
50 n°	250 F	280 F	350 F	Tél. 805.34.08

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 300 F Paiement à l'ordre de Publico

**BULLETIN D'ABONNEMENT**  
à retourner 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom .....

N° ..... Rue ..... Ville .....

Code postal ..... Ville .....

à partir du N° ..... (inclus) Pays .....

Abonnement  Reabonnement  Abonnement de soutien

Cheque postal  Cheque bancaire  Mandat-lettre

Reglement (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste

• Eliane sa quadri de la faim contre l'...  
En effet, une émission lesbian technique en dispon avant mis par décis de la déput du conseil Ah, intolé quand tu

• Libération son avenir doit posséder de justification la suivante en misant de la « rév Libération dans la pro bien faire à la publicit Son nouve • Commen de la publi une réussit un moyen Ah, les bea

• Syndical d'Edmond journaliste général de l'exemple d les 39 hour et dont la se faire embau • La section sa réorganis de réorgan qui tienne des salariés de l'entrepri Le gouverne Le courrien fonctionnem

• L'école de administrati d'annuler la de Loire-Atl d'office aux de plusieurs du départem de fonctionn sous contrat Ces commu pourquoi, av à leur charg de fonctionn à l'Etat par C Les curés de se félicitent et tel verdict.

• Mitterrand Mitterrand vi de renouer av Ainsi, pour le il sera évoque cette jolie pet la « Fédération Mais qu'est-c vous ? Eh bie sous le signe pour la défens toutes les féd avaient été ra pour une gran sur le Champ 400 000 perso Talleyrand y La Fayette pro d'unité nation et Louis XVI p à la Constituti une réconcilia entre le peuple Donc Mitterra cette décision sera l'année de de la loi des de des communes des régions. V

• Le comité et antinucléaires appellent tous contre le nuclé à participer au du nucléaire, l à Golfech. Pou J. Rémy, BP 2 Cedex.

en bref...en bref... SEUL ALLAH EST GRAND

• Eliane Morissens entame sa quatrième semaine de grève de la faim, protestant ainsi contre l'interdiction professionnelle dont elle fait l'objet en Belgique. En effet, après avoir participé à une émission de télévision sur le lesbianisme, cette enseignante technique s'est retrouvée placée en disponibilité avec traitement avant mise à la retraite anticipée par décision à l'unanimité de la députation permanente du conseil provincial d'Herrault. Ah, intolérance sexuelle, quand tu nous tiens !

• Libération (de la pub) : pour assurer son avenir et sa stabilité, tout système doit posséder un minimum de justification. Libé a trouvé la suivante, la créativité. Libération se lance dans la publicité en misant sur les capacités inventives de la « révolution graphique ». Libération a fait les 400 coups dans la presse quotidienne, il entend bien faire de même dans la publicité. Son nouveau pari est la suivante : Comment faire de l'introduction de la publicité dans Libération une réussite commerciale et un moyen de notre indépendance. Ah, les beautés de l'art !

• Syndicalisme : dans une réponse d'Edmond Maire à Guy Claisse, journaliste du *Matin*, le secrétaire général de la CFDT donnait l'exemple d'une usine qui pratiquerait les 39 heures hebdomadaires et dont la section CFDT voudrait faire embaucher une employée : « La section syndicale joint à sa pression des propositions de réorganisation du travail qui tiennent compte des besoins des salariés et des nécessités de l'entreprise. » Le gouvernement peut être tranquille, les courroies de transmission fonctionnent !

• L'école des corbeaux : le tribunal administratif de Nantes vient d'annuler la décision du préfet de Loire-Atlantique de ne pas inscrire d'office aux budgets de plusieurs communes (une dizaine) du département, les crédits de fonctionnement des écoles privées sous contrat d'association avec l'Etat. Ces communes, et nous comprenons pourquoi, avaient refusé de prendre à leur charge les frais de fonctionnement d'écoles liées à l'Etat par contrat. Les curés de l'arrondissement se félicitent de la sagesse d'un tel verdict.

• Mitterrand, monarchiste ? Mitterrand vient de décider de renouer avec la tradition. Ainsi, pour le 14 juillet 82, il sera évoqué durant cette jolie petite fête pacifique la « Fédération ». Mais qu'est-ce ? Vous demandez, vous ? Eh bien, le 14 juillet 1790, sous le signe de l'unité nationale pour la défense de la révolution, toutes les fédérations provinciales avaient été rassemblées pour une grande manifestation sur le Champ-de-Mars. 400 000 personnes y étaient venues : Talleyrand y célébra la messe, La Fayette prononça le serment d'unité nationale et Louis XVI prêta serment à la Constitution pour manifester une réconciliation entre le peuple et le roi. Donc Mitterrand aurait pris cette décision parce que l'année 82 sera l'année de la promulgation de la loi des droits et des libertés des communes, des départements et des régions. Vous voyez le rapport ?

• Le comité et la coordination antinucléaire de Golfech appellent tous ceux qui luttent contre le nucléaire civil et militaire à participer aux Etats généraux du nucléaire, les 13 et 14 mars 82 à Golfech. Pour tout contact : J. Rémy, BP 208, 31004 Toulouse Cedex.

J' ASSURE ne lire le journal *Jeune Afrique* que très rarement. C'est une lacune, car sa lecture procure de divines surprises. En particulier dans les numéros 1070 du 8 juillet 81 et 1092 du 9 décembre 81 est apparue une publicité époustouflante. Objectif : création d'une super-banque, la Dar Al-Maal Al Islami, aux îles Bahamas (1) pour drainer tous les capitaux « musulmans » qui actuellement se trouvent dans organismes bancaires occidentaux. Personne ne sera étonné si on vous révèle que tous les pays islamiques (essentiellement pétroliers) sont à l'initiative de cette création qui porte sur plusieurs milliards de dollars US.

Ce qui rend la chose comique. C'est que les fondateurs de cette philanthropique association font appel à pleines colonnes à la pensée de Mahomet. Un exemple parmi beaucoup d'autres : « Les fondateurs affirment leur foi dans Allah, que soit exaltée sa toute puissance, et leur croyance dans les préceptes du Saint Coran, dans les enseignements des Hadith, et dans la doctrine de la glorieuse Chari'A. »

Il y en a comme ça de pleines pages. Malgré tous mes efforts, j'ai renoncé à comprendre ce qu'était la glorieuse Chari'A, surtout quand on compare les deux paragraphes suivants :

- paragraphe 3 : « O, vous qui croyez ! Craignez Allah ! Renoncez, si vous êtes croyants, à ce qui vous reste des profits de l'usure, etc. » ;

- paragraphe 7 : « Assurez, si Allah le permet, un important profit aux actionnaires, aux déposants, etc. ».

Croyants, mais pas fous !

Yves PEYRAUT

(1) Paradis fiscal.

ILS ONT TUÉ AHMED !



L'USINE Fulmen, quai de Clichy, est toujours occupée par une cinquantaine d'ouvriers immigrés. Le calme est revenu après le drame de lundi dernier.

Un commando de non-grévistes et de cadres, avec la bénédiction de la police, a tenté de pénétrer dans l'usine, en s'attaquant aux portes à l'aide de chalumeaux. Ils ont bombardé les grévistes avec des pierres et des boules d'acier. Un des grévistes, Ahmed Medjir, âgé de 33 ans et père de cinq enfants, en voulant éviter un projectile, fait une chute mortelle de plusieurs mètres. A-t-il été touché ou non ? Peu importe. Pour tous ses camarades, il a été assassiné. Point final.

Jeudi 18 février, une manifestation rassemblant plusieurs milliers de travailleurs, la rage aux poings, a eu lieu à l'appel de la CGT et de la CFDT, la CGT étant archi-majoritaire dans ce défilé. Quelques trotskystes vendaient leur *canard Rouge*. Nous nous sommes refusés de vendre notre journal dans ces circonstances. Nous étions là pour Ahmed, pas pour nous faire connaître... Quelques slogans fusaient de temps en temps : « Patrons, assassins », « Fulmen, assassin », et en réponse, la CGT criait : « Non à la répression, oui à la négociation ! Un nombre important de travailleurs immigrés répondaient : « Plus de négociations avec les assassins d'Ahmed ! »

Le climat était très tendu. Des ouvriers, en bleu de travail, ne cachait pas leurs larmes. Ça et là, des portraits géants d'Ahmed barrés de noir. Devant le cortège, la famille portant une gerbe de fleurs rouges. Personne ne parlait, mais dans tous les yeux, on pouvait lire la colère et la haine de ceux qui enterrer un des leurs. Les flics présents ne s'y trompaient pas et essayaient de se faire le plus petit possible. Au passage, les insultes pleuvent : « Salauds, vous étiez là, vous n'avez rien fait ».

Devant les portes fermées de l'usine, des fleurs furent déposées. Petits œillets rouges du sang des victimes du fascisme.

Hier Overney, Pierre Maître, tant d'autres... Aujourd'hui Ahmed Medjir... Demain, qui ?

C'est le premier mort sous le septennat de Mitterrand. Les bandes fascistes, les milices patronales se font de plus en plus actives, en toute impunité... Jusqu'où cela ira-t-il ?

Ahmed, ton combat continue. Il faut qu'ensemble, tous les exploités soient capables de faire front à la violence patronale et à celle de l'Etat. Tes assassins payeront bientôt l'addition, tes compagnons de lutte ont la mémoire longue. Il faut absolument cesser d'être coude à coude uniquement derrière les cercueils des copains.

Gilbert et Patrick (gr. Pinelli)

Editorial

LES promesses électorales des socialistes ont fait croire que la conquête du pouvoir politique et l'utilisation de l'Etat en faveur des travailleurs allaient changer les conditions sociales existantes. Vieille erreur dans laquelle tous les partis de gauche, au verbiage réformiste ou révolutionnaire, entretiennent les travailleurs. Erreur qui a déjà coûté trop de déboires à ceux-ci et qui en coûtera encore s'ils acceptent plus longtemps, que d'autres agissent à leur place.

Des événements comme ceux d'Isigny, de Clichy ou de Gisors doivent nous servir de mise en garde. Deux constatations s'offrent à l'esprit. Pour le patronat, avant comme après le 10 mai, rien n'a changé, pas plus qu'avant il n'est et il ne sera disposé à lâcher quoi que ce soit aux travailleurs et dès qu'il croira ses intérêts menacés, il n'hésitera pas à se servir de tous les moyens légaux ou illégaux pour qu'on ne touche pas à la sacro-sainte propriété privée. Regardez de la droite ? Fascisme rampant ? Disons, beaucoup plus terre à terre : affrontements de classes. Affrontements qui découlent de la nature opposée des intérêts des travailleurs et du patronat, et que l'Etat socialiste vise sinon à minimiser tout au moins à occulter.

Tandis que l'Etat socialiste, en échange d'un changement illusoire, demande aux travailleurs d'abdiquer leur capacité de gérer d'eux-mêmes la société ; il les livre, en fait, pieds et mains liés dans les bras de la réaction quand celle-ci relève la tête. Jamais des socialistes ou toute autre force « progressiste » de gauche au pouvoir ont été capables de défendre efficacement les travailleurs contre les agissements des fractions les plus farouchement réactionnaires de la bourgeoisie et du patronat. N'oublions pas que c'est la chambre du Front populaire qui a voté les pleins pouvoirs à Pétain.

Prisonniers de leur stratégie de conquête du pouvoir politique, les socialistes ne pourront ni ne voudront concevoir d'autres actions que sur un terrain visant le maintien ou la défense de « l'ordre démocratique » ou de l'Etat, c'est-à-dire sur un terrain sur lequel les travailleurs ne peuvent être que perdants ou dupes. Et en attendant, c'est le laisser-faire des socialistes, au nom de cet autre « principe » mystificateur : la neutralité de l'Etat. L'attitude laxiste du préfet et de Defferre dans l'affaire d'Isigny illustre bien cet état de chose.

C'est donc aux travailleurs eux-mêmes d'assurer leur défense, aujourd'hui contre les actes d'intimidations patronales, et demain de s'attaquer à la société étatique et de classes.

A quoi rêvent les cadres ?

VIENT d'apparaître dans les librairies et sur les bureaux de nos cadres et dirigeants ce que je serais obligé d'appeler « une revue », faute de termes plus appropriés (« torchon » serait pas mal). Cela s'appelle *Les hommes de l'expansion*, et cela s'adresse à nos dirigeants de tous poils. Feuilletons cette chose. D'abord, une rubrique « mode d'emploi » avec des adresses où trouver à Paris les Japonaises, les Africaines ou les Maghrébines, où trouver les petites filles brunes aux yeux pers, blondes aux yeux verts (sic), les regards les plus pervers de Paris sont là (re-sic, mais je ne donne pas les adresses). Et ensuite, le parfum à l'odeur de la sueur qui vous permettra « d'adapter son image aux nouveaux flux socio-politiques ». On continue. Page 23 : « Comment j'ai décidé de ne pas tuer ma femme... en dépit des exigences de ma carrière. » Page 37 et suivantes : « Les drôles de Weeks-end de huit dingues du travail. » Puis vient « Publi Hommes », une réclame pour une voiture « Vivre avec une grande sportive » d'une misogynie rare (choisir sa voiture plutôt que la femme) etc. Puis « Eloge de ma barbe », par François Nourissier (P. 60) où j'apprends que ma barbe, si je la taillais, serait « bien en train de

donner une conférence à l'Alliance française, oui, c'est parfait, mais au lit, avec mademoiselle Untel, l'hypothèse amuse. » (Page 61). Puis les chambres de 2 000 à 3 000 francs, puis le diamant (pas valable !), puis le cadre célibataire : « Un héros surmené (P. 84). Les pages « Cadeaux » : sac-à-dos 1 250 francs, maquette de Rolls Royce 2 000 francs, etc. Et enfin, le clou de ce numéro 1 : la sexualité masculine, où j'apprends que 62 % des hommes ont un orgasme 105 secondes après la pénétration. Mais seulement 1% après 90 secondes, etc. Et l'on termine sur des odeurs de liberté (les parfums pour hommes, bien sûr).

Je ne saurais trop vous conseiller d'acheter cette revue, car si vous êtes collectionneurs de saloperies en tous genres (les numéros sur la Pologne de *L'Huma*, etc.), ce serait dommage de ne pas avoir cet échantillon de la connerie, de la misogynie, etc., etc., que vient nous proposer J.-J. Servan-Schreiber. Et ce genre de revues circulent dans les instances dirigeantes de nos entreprises (c'est là que je l'ai trouvée) et servent de modèles à tous ces petits chefs : attaché-case express, eau de toilette, voiture de sport, maisons Phenix. A vomir. J.C. BARRETTE (Gr. du Havre)

ABONNEZ-VOUS

en bref...en bref...

• D'après divers témoignages concordants, le délai de paiement des indemnités journalières de la part de la Sécurité sociale, est actuellement de dix semaines. Les caisses de l'Etat seraient-elles vides ? Question subsidiaire : comment se débrouillent les allocataires ?

• Devinettes : au cours des élections qui ont eu lieu dans le canton de Vibraye (Sarthe), une bonne sœur a été désignée pour être opposée à la comtesse d'Harcourt, Châteleine de Vibraye. Question n° 1 : Qui défend la droite, et qui défend la gauche ? Question n° 2 : Même si l'ordre des réponses change, quelle est la différence ?

• Clownerie : un auteur algérien a écrit une pièce de théâtre, *La récréation des clowns* qui expose le problème des tortures infligées aux arabes par les militaires français durant la guerre d'Algérie. L'Union nationale des parachutistes est apparue à Hennebont (Morbihan) où se joue la pièce, pour dire qu'elle n'acceptait pas que l'on s'attaque à une « race de combattants dont la légende se confond avec celle de l'archange Saint-Michel terrassant le dragon, remonte à la lignée des croisés pour se hisser sur le fer de lance des armées modernes. »

• Angleterre : après les travailleurs de British Leyland qui ont refusé de suivre les revendications de leur syndicat pour suivre les propositions patronales et de l'Etat qui s'attaque aux garanties sociales. Laker, le milliardaire qui fit sensation en cassant les prix des billets d'avions et qui vient de déposer son bilan, obtient le soutien de toutes les couches populaires anglaises, ainsi que de tous ses employés qui en ont fait un héros national. Mais rassurez-vous, il n'a pas perdu ses grandes propriétés ni ses chevaux de course.

• La librairie *La Gryffe*, 5, rue Sébastien Gryffe à Lyon, organise plusieurs débats :  
- samedi 6 mars à 15 h : Claire Aizias, historienne, parlera du mouvement anarchiste à Lyon durant l'entre-deux guerres ;  
- samedi 13 mars à 15 h : débat sur la prostitution, avec la participation de Aziz et Delacourt, auteurs de *Cinq femmes à abattre* ;  
- samedi 27 mars à 15 h : toujours sur la prostitution, avec cette fois-ci Max Chaliel, auteur du *Corps prostitué*, ouvrage historique et critique sur la prostitution.

• Tambouille : la social-démocratie est passée maîtresse dans l'art d'accommoder les plats ; pour preuve le discours qu'a tenu M. Chevènement lors d'une interview au *Journal du Dimanche* : « Aujourd'hui, le clivage me paraît bien davantage passer entre, d'un côté, une minorité qui reste attachée à ses privilèges disposant de puissants relais dans les appareils et appuyés par la pyramide des égoïsmes et des conformismes, et de l'autre, l'intérêt national, celui de l'immense majorité des travailleurs (...), petits, et moyens agriculteurs, petits producteurs indépendants qui font la richesse de notre peuple. » Chevènement remplace le clivage gauche/droite par le clivage pro-nationaliste/anti-nationaliste ; mais ce n'est pas fini puisqu'il veut réunir autour du bloc socialo-communiste les sensibilités « républicaines, progressistes-laïques, catholiques-sociales, libertaires-démocratiques. » Un intrus s'est glissé dans la liste pour rompre l'harmonie : trouvez-le !

• Un centre d'accueil pour enfants, dit le Patut à Buanes fonctionne selon des principes libertaires, mais évidemment, dès qu'un collectif essaye d'épanouir librement l'enfant, l'administration lui met des bâtons dans les roues. Donc, soutenez-le, écrivez pour plus de renseignements à : Association Le Refuge : Le Patut, 40320 Buanes.

## LES DESSOUS MALODORANTS D'UN SYNDICAT

Le torchon brûle entre la FNSEA et le gouvernement socialiste. Comment expliquer cette très soudaine poussée de fièvre dans le monde agricole ?

La dégradation du revenu agricole ? C'est ce que prétend la FNSEA. Elle aurait pu s'en émouvoir plus tôt. Cela fait huit ans que le revenu des agriculteurs baisse de 3 à 6% par an.

En fait, c'est l'accession de la gauche au pouvoir, et surtout les mesures prises par Edith Cresson, que la FNSEA a du mal à digérer.

Il est de notoriété publique que la FNSEA est un syndicat conservateur, sauf dans le midi agricole où la tendance socialiste domine. Sa collusion avec l'ancien régime n'est un secret pour personne. La FNSEA (700 000 adhérents, chiens et chats compris) était jusqu'au 10 mai l'unique partenaire social reconnu par le pouvoir. Il était de ce fait le seul à recevoir des subsides. Il a utilisé pour son seul profit des fonds publics, car, à qui fera-t-on croire que les cotisations de ses adhérents suffisaient à rémunérer tous les permanents et les techniciens ? La FNSEA s'est infiltrée dans tous les organismes professionnels, dans tous les rouages de l'administration.

La FNSEA règne en maître absolu sur les chambres d'agriculture (assemblées consultatives), fait la loi dans les SAFER (répartition du foncier), détient les leviers de commande du crédit agricole (prêt à taux bonifiés)...

Le sieur Guillaume, l'actuel président, a un siège d'administrateur chez Pont à Mousson. Le sieur Debatisse s'est fait nommé secrétaire d'Etat aux industries agro-alimentaires. De surcroît, il est membre d'une très honorable assemblée créée par Rockefeller David, la Tricontinental. Ce sont là deux exemples de syndicalistes intégrés.



La France agricole comptait, en 1955, 2 500 000 exploitations de petites tailles, peu rentables, hostiles au « progrès ». Les technocrates chargés des dossiers agricoles ont décidé qu'il fallait sélectionner, c'est-à-dire encourager une « élite » d'agriculteurs. Qui mieux que la FNSEA pouvait exécuter cette sale besogne ? Personne. Le résultat est significatif : 1 200 000 exploitations ont disparu.

En fait, la FNSEA est devenue un Etat dans l'Etat. Et c'est cela que miss Cresson remet en cause. Elle a ouvert sa porte aux autres syndicats agricoles, MODEF, paysans-travailleurs, pour ne citer qu'eux. Elle a également reçu en audience l'aile gauche dissidente de la FNSEA. Le ministre de l'Agriculture a entrepris de déstabiliser la centrale syndicale. L'opération est hasardeuse. La centrale reste malgré tout une organisation puissante. L'épreuve de force est engagée. « Le sang risque de couler », disent certains paysans.

Le fait que le ministre de l'Agriculture soit une femme ne simplifie pas le problème. La FNSEA va jusqu'à prétendre que le gouvernement ne prend pas les problèmes agricoles au sérieux, puisqu'il a nommé une femme !

La grogne paysanne est une réalité qu'on ne peut pas nier. Mais les manifestations violentes de ces dernières semaines ne sont le fait que d'une minorité, elles ne rencontrent pas l'adhésion de l'ensemble du monde paysan.

La FNSEA manipule ses troupes habilement. Elle dispose pour cela du quasi-monopole de la presse paysanne. Il lui suffit de brandir les vieux fantômes, telle que la collectivisation des terres ou l'impôts sur la fortune, pour voir immédiatement les agriculteurs descendre dans la rue avec leurs fourches.

Le problème est là. La FNSEA ne doit sa puissance qu'au fait qu'elle s'adresse à une base sans conscience politique. Pour un ouvrier, le problème est simple. L'exploiteur, c'est le patron. Pour les agriculteurs, le problème ne se pose pas en ces termes : ils sont ouvriers et patrons. Le paysan n'entend pas son champ d'investigation assez loin, car il s'apercevrait que l'exploiteur c'est d'une certaine manière son propre syndicat. La FNSEA et le CNJA ont poussé leurs adhérents dans la voie du productivisme, sachant pertinemment que les plus vulnérables resteraient sur le flanc.

La FNSEA risque, dans un proche avenir, d'avoir des problèmes internes. Les sections du Midi, de la Loire-Atlantique... ne vont peut-être pas apprécier longtemps les directives anti-socialistes de leur direction.

La FNSEA va devoir s'adapter à une nouvelle situation, sinon la base risque de la déborder. Elle doit dorénavant faire part égale sur le terrain revendicatif avec les autres syndicats agricoles. Voilà une situation à laquelle elle n'a jamais été habituée.

Eric RABILLER

## Conflit Harry's

SUITE à la rupture des négociations (voir ML n° 431, 432), nous avons tenté de joindre des collègues de province. Cela a abouti à un débrayage à Rouen et une réaction positive à Caen.

La décision d'expulsion du tribunal de Nanterre restant sans suite (la police n'est pas intervenue), la direction propose une reprise des négociations à la condition de restituer les locaux. Dans l'espoir d'aboutir, les grévistes s'exécutent.

Le dialogue reprend vers 17 heures, le vendredi 19 février, mais le PDG conserve la même attitude autoritaire ; les négociations échouent.

Les grévistes réinvestissent leur lieu de travail dans le but d'une probable reprise du dialogue, le lundi 22 février.

A suivre...

Les grévistes



à rebrousse-poil

### Radio-PR

On est heureux d'apprendre que le PR de Maine-et-Loire, sous la conduite du sieur Houle, lance une souscription pour l'achat d'un émetteur radio-Kaboul libre, émetteur qui passera par le comité créé par Bernard Henry Lévy avant d'aller en Afghanistan. On se réjouit du fait que le PR qui, hier encore, participait à un gouvernement qui condamnait lourdement les utilisateurs de radios libres, se tourne subitement vers les miracles de l'émetteur FM.

Ah, au fait, autre chose : à quand, chers camarades du PR, un émetteur pour la guérilla du Salvador ?

### Réalisme

Toute la presse bien-pensante s'est félicitée du réalisme des syndicats (exemple, *Le Monde* du 22 janvier), de la sagesse des travailleurs de BSN qui ont accepté les réductions d'horaire et la cinquième équipe avec diminution de salaires.

De même, tous les gens responsables, Delors, Mauroy, Maire, etc., s'accordent pour proclamer qu'on ne peut pas tout vouloir, que pour les rémunérations, il faut y aller mollo, etc.

Bien. A part ça, nous apprenons que le gouvernement, se préoccupant des émoluments des futurs PDG des sociétés nationalisables, a estimé qu'ils ne pouvaient pas être, décembre, inférieurs à 450 000 francs par an. Soit 12 fois et demie le SMIC. Ce même SMIC que nous ne pouvons augmenter qu'avec d'innombrables précautions si nous voulons éviter un cataclysme économique...

Le changement ? Vous avez dit le changement ?...

### La braguette nous voilà !

Peut-on défendre la meilleure des causes avec les pires arguments ? C'est la question que nous nous devons de poser aux cadres et à certains employés de la société Eclair-Prestit à propos de la publicité qu'ils ont fait passer dans la presse.

Deux mille emplois sont en jeu « parce que depuis des années, on tolère des importations de plus en plus massives de fermetures à glissière étrangères. » Donc, un appel est lancé « à vous, consommateurs, pour que,

en achetant des produits français, vous fassiez travailler des ouvrières et des ouvriers français, et non ceux de Singapour, de Hong-Kong ou d'ailleurs. »

Qu'ils crèvent, ces asiatiques, pourvu que nous, bons travailleurs français, nous puissions gagner notre beefsteack ! D'ailleurs, s'ils ont faim, ils pourront toujours se fabriquer des ceintures...

Il ne leur est pas venu à l'idée une seconde, à ces braves gens, que le problème pouvait peut-être se poser autrement, qu'il y avait bien assez de turbin pour tous sur ce globe et qu'il s'agissait surtout d'une question d'organisation économique et sociale plus rationnelle.

Non, ces messieurs-dames placent leurs préoccupations à un autre niveau. Ils s'adressent à l'Etat pour que « les tenues de nos soldats, de nos fonctionnaires, de nos postiers, des agents de la SNCF, de l'EDF soient équipées avec des fermetures françaises. »

Tout orifice français doit être obtenu français ! Allons les fentes de la patrie !

Les mauvais Français n'ont plus qu'à la fermer et ma sœur, qui est une bonne française, ne baladera plus sa main, désormais, que dans la culotte française d'un zouave de même nationalité équipée d'une fermeture à glissière made in France.

### Encore un coup du père François

Ils savent tenir leurs promesses électorales, ces socialistes. Quels virtuoses !

Exemple : l'épargne. Il faut qu'elle soit indexée, avait proclamé Mitterrand. Ces petits épargnants roulés, volés, tondus, because les taux d'intérêts trop bas et l'inflation galopante, c'est un scandale qui ne peut plus durer.

Donc un livret d'Epargne indexé a vu le jour. Remarque, il est limité à 10 000 francs. Et puis il est réservé exclusivement aux gens qui ont des petits revenus, à peine plus que le SMIC. C'est-à-dire, en définitive..., à ceux qui n'ont pas les moyens de faire des économies !

C'est simple, mais il fallait y penser. Comme quoi ceux qui croient aux promesses électorales se mettent... l'index dans l'œil !

S.B.

# Action directe ouvrière : OUI

# Action directe patronale : NON

**L**e camembert coule le long des colonnes des journaux à l'affût d'un événement politique quelconque, dans le but bien évident de vendre du papier.

La droite musclée s'ébroue, se remue et s'efforce de faire parler d'elle : il ne s'agit pas des « loubards » du 16<sup>e</sup> arrondissement qui vont se donner des frissons dans des actions symboliques et sans danger, comme casser les portes d'un ministère ; ceux-là en effet ne cherchent qu'une promotion sociale ancrée ailleurs que dans la simple réalité de la classe dont ils sont issus : cet acte symbolique les situe sur une scène imaginaire sur laquelle ils se mesurent les uns aux autres, se justifient et finalement acceptent l'ordre social dont ils ne sont que les produits. Ces petites agitations relèvent de la psychologie individuelle et ne portent pas à conséquence, tant, bien sûr, qu'elles ne s'appuient pas sur une réalité plus profonde.

Il en est autrement des événements d'Isigny et de l'usine Fulmen à Clichy. Les faits ? A Isigny, le patron d'une boîte de

da par un mort du côté des grévistes.

Deux remarques par rapport à ces événements : tout d'abord, il est rageant de voir que dans ce genre « d'incidents », quand il y a un mort, c'est toujours du côté des grévistes. Une autre remarque est que dans l'un ou l'autre de ces deux cas, on retrouve les mêmes acteurs et dans des situations semblables : des grévistes, une usine occupée, le clan patronal et des vigiles ou des sbires patronaux.

Si l'on veut parler de fascisme, il n'est pas besoin d'aller chercher du côté du pavillon des agités (GUD, PFN, FN, ou Soupe au Fromage). Dans un précédent article, nous avions souligné la différence entre ce que nous appelons la « droite objective » (les capitalistes, les patrons, les possédants, c'est-à-dire les membres de la classe dominante sur le plan économique, quelle que soit leur idéologie de référence) et la droite politique, c'est-à-dire l'ensemble des personnes dont les intérêts sont liés à ceux de la classe possédante, et ceux qui, pour des raisons d'histoire individuelle et de tra-

A la lumière des événements d'Isigny et de Clichy, il apparaît clairement que c'est bien de cette droite objective, c'est-à-dire des possédants, que vient le danger. Car pour préserver leurs intérêts, ils peuvent avoir recours à des actes concrets et directs qui modifient réellement les rapports sociaux. Bien sûr, ces patrons, ces possédants vous diront volontiers qu'ils sont « apolitiques ». Et c'est vrai. Ils vous parleront aussi du droit et du Droit. Mais que ce dernier leur devienne défavorable, alors ils passeront aux actes, tout comme un « gauchiste » ordinaire, mais avec beaucoup plus de moyens.

La prolifération des sociétés dites « de protection » n'est pas un pur hasard. Dans le cadre d'une société capitaliste, en période de prospérité, l'opposition entre les classes sociales est molle et a tendance à sommeiller. En période de dépression, les conflits deviennent plus durs et tendent à remettre en cause les fondements du capitalisme : propriété individuelle des locaux et des outils de travail, propriété des produits fabriqués, etc. Face à cela, il s'agit, pour les patrons, de trouver des réponses appropriées : d'où les vigiles, même si l'on essaye de les faire passer d'abord pour des cadres, ensuite pour les non-grévistes de l'entreprise.

Il est impossible de faire un détour par les officines de la « sécurité » ou « protection », sans parler des gens que l'on y rencontre. Le recrutement de ces boîtes n'est pas homogène, mais le personnel est quand même composé, en majeure partie, d'anciens militaires professionnels, d'anciens flics ayant eu des problèmes avec leur administration, ainsi que... de petits casseurs et aspirants truands qui trouvent là une possibilité de « réinsertion » ! Il s'agit d'un personnel évidemment plus tourné vers l'action que vers la réflexion, et habitué au respect de la « hiérarchie ». Le « profil psychologique » rêvé pour ce genre de boulot, dirait le psychologue d'entreprise de service.

L'action directe n'est pas seulement une possibilité ouvrière : les incidents de Clichy et d'Isigny, ainsi que quelques autres ayant eu lieu récemment, nous montrent que quand elle est le fait des patrons, elle est d'autant plus dangereuse que leurs moyens matériels sont pour ainsi dire illimités. Réclamer la dissolution des sociétés de vigiles n'est pas suffisant et revient à remettre le problème entre les mains de l'Etat. Interdites, elles renaîtront sous des formes différentes, ailleurs, et toujours aussi dangereuses. Seule l'offensive ouvrière sans médiation d'aucune sorte (c'est-à-dire l'action directe ouvrière) peut permettre la mise en échec du fascisme rampant qui, si nous restons à ne rien faire, risque un jour de devenir du fascisme triomphant.

Serge



Léon Blum

## La gauche au pouvoir et le capital

**L**e Front populaire en 1936 s'est formé à l'aide de quelques idées unitaires mises en avant. L'une d'elles est « l'union nationale ». Ce concept, à priori humaniste, fait prendre en charge par la gauche les intérêts de la droite, pousse à augmenter la production nationale et, pour les syndicats, à renier l'internationalisme prolétarien.

Comme le disait si bien Thorez le 6 août 1936 à une assemblée de communistes parisiens : « Au service du peuple !... Contenu invariablement unitaire de la politique de notre Parti communiste : unir, unir. Ainsi, dans une situation difficile, à l'intérieur et à l'extérieur, pour le salut de notre peuple, nous préconisons le Front français. »

Et sur quelles bases ? Et au profit de qui ? Tout cela est soigneusement laissé dans le flou. Le parlementarisme a ses raisons qu'il ne faut pas dévoiler aux adhérents de base qui croient encore que le Parti communiste est le parti de la classe ouvrière ! Pourtant, Pierre Juquin a déclaré dernièrement à un poste périphérique : « Au temps du Front populaire, les communistes clamaient : vive la république française des soviets. Maintenant, après avoir mûri, ils veulent faire un socialisme à la française. » Dont acte. Avant, ils étaient « classe contre classe », maintenant ils sont « gentils » ? Solidarité gouvernementale oblige pour conserver les strapontins améliorés...

Ce gouvernement à majorité PS, poussé par un électorat qui croyait aux promesses socialistes, ce gouvernement qui fait souvent la partie belle au patronat dans la plus pure tradition social-démocrate ; leur dernier fait d'armes a eu lieu le 8 février à l'inauguration de la conférence organisée par le quotidien *International Herald Tribune*. Le Premier ministre, Pierre Mauroy, a exposé dans des termes exquis la politique commerciale qu'entendait développer la France : « Nous connaissons la dureté de la compétition économique internationale. La France n'aura pas une attitude frileuse. Elle a tout à gagner en assumant cette compétition de manière dynamique et en s'ouvrant sur le monde. » Ce qui signifie que la France jouera son rôle dans le jeu capitaliste international, qu'elle favorisera les investissements étrangers. Cela dit devant des centaines de chefs d'entreprise français et étrangers, c'est franchement la main tendue de la rose au patronat.

Ensuite, Mauroy précise qu'un nouveau partage du travail doit intervenir dans la vie sociale, mais « sans trop peser sur les charges des entreprises si la productivité augmente. » Donc, si on produit plus, tout ira bien...

En 36, on parlait d'union nationale, maintenant c'est la « solidarité nationale » ! Pour les chefs d'entreprises, cela signifie « investir et embaucher », et pour les Français c'est « accepter une évolution modérée des revenus et une organisation du travail qui permettent d'augmenter la productivité globale de l'économie française. Pour que chaque travailleur français puisse travailler moins, il faut que les machines tournent davantage et que les services publics et les administrations soient ouvertes plus longtemps aux usagers. »

Ca y est, il l'ont dit ! Faux jetons, va ! On pouvait pas le dire directement à nous qu'il fallait retrousser nos manches... Le dire devant des patrons, c'est ça les socialistes ? Donc, l'ordonnance sur les 39 heures, c'est pour nous faire travailler plus ? Quand on fera 35 heures, faudra-t-il avoir la même production qu'avec 40 heures ? Encore une fois, le PS semble courir devant les désirs du patronat. On accepte la réduction du temps de travail, mais il faut augmenter la productivité. On n'oublie même pas les fonctionnaires !

Il est vrai que le capitalisme d'Etat est le but plus ou moins avoué de la gauche au pouvoir. Qui dit capitalisme dit profit, rendement, et donc exploitation.

La social-démocratie et ses alliés est coutumière du fait.

Dans la Trilatérale, organisation de propagande américaine, des conférences étaient données auxquelles participaient, à titre d'« assistants techniques », des membres du SPD allemand, des représentants de la CFDT et Raymond Barre ! Yalta a encore raison pour beaucoup de monde...

Temporisant vis-à-vis des communistes, ménageant les intérêts du patronat, le Parti socialiste semble embarqué sur une belle galère. On savait que le chemin vers le socialisme était long, mais si on prend le sens opposé, on n'est pas prêt d'y arriver ! Le gouvernement actuel veut gérer le plus « démocratiquement » possible les rapports sociaux actuels, ménageant la chèvre et le chou. Les anarchistes veulent transformer la société, remplacer les schémas sociaux actuels par des rapports égalitaires. Nous voulons que les richesses économiques soient distribuées entre tous les producteurs, que cesse l'exploitation de l'homme par l'homme. M. Mauroy s'arrange du capitalisme, nous, nous voulons autre chose !

Alexis PIERRE



camemberts, occupée par les ouvriers, fait appel à un ami à lui, patron d'une boîte de vigiles et ancien officier de la légion étrangère. Cet ami monte une opération de commando pour récupérer les stocks que bloquaient les grévistes. Ce commando, composé d'anciens de l'armée, fut mené dans les règles de l'art militaire : la ville d'Isigny fut isolée, les accès bloqués, et le commando d'assaut fit son travail.

En ce qui concerne l'usine Fulmen, à Clichy, occupée par les grévistes, les patrons envoyèrent une bande de gens dévoués à leur cause, et le résultat se sol-

jectoire personnelle, défendent les valeurs qui sont le produit d'une société de domination et qui tendent à la reproduire, à la perpétuer.

La droite politique n'est pas très dangereuse en soi — tant qu'elle n'est pas au pouvoir ! En effet, elle ne représente qu'une catégorie dont la fonction est la production d'une idéologie, c'est-à-dire d'une cohérence intellectuelle qui a pour but de justifier les actes des « droitistes ». C'est aussi la catégorie dans laquelle se trouvent les gens qui ne demandent qu'à prendre le pouvoir suivant les modalités qui conviendraient à la droite dite « objective ».



## LE PAIN DE FESSES POUR L'ÉTAT !

**S**IX cents francs + frais, combien de fois par jour ? Exemple banal d'un P.V. qu'une prostituée nous a transmis. Il ne s'agit pas là de philosopher sur la prostitution ou de s'attendrir sur le sort des péripatéticiennes, mais d'essayer de voir à qui ça profite ! Qu'il y aie ou non des proxénètes, n'est pas le propos aujourd'hui. Avant le 10 mai, nombre de prostituées ont cru pouvoir faire confiance aux promesses socialistes, et il faut reconnaître qu'une dizaine d'entre elles à peu près ont bénéficié de la loi d'amnistie. Pour les autres, rien n'a changé si ce n'est qu'au lieu d'alimenter les caisses d'un Etat giscardien, les amendes alimentent aujourd'hui les caisses de l'Etat socialiste. Il n'y a pas plus de lutte contre la prostitution qu'auparavant, mais bien toujours exploitation des prostituées.

Rien ne changera donc jamais ? Certainement pas si l'on conserve les bases de cette vieille société qui n'en finit pas de pourrir. Ce n'est pas en changeant les têtes du pouvoir que nous pourrions enfin vivre en hommes et en femmes libres, mais bien en tranchant la tête au pouvoir.

La prostitution, comme l'enfermement, comme l'armée et comme le salariat sont des aberrations qui ne pourront disparaître que par une modification globale de la société. Réformes et réformettes d'aujourd'hui ne sont que poudre aux yeux, destinées à masquer le fait que les gouvernants aujourd'hui à la tête du pays ne sont pas disposés à céder leur place et que leur plus grande lutte sera menée pour garder le dit pouvoir, les travailleurs étant là pour payer, de leur corps et de leur fric.

Pour en revenir à la prostitution, contre laquelle nous luttons, il est bon de rappeler l'initiative des femmes de l'association « Pal-laques » pour la réinsertion des prostituées qui veulent quitter le trottoir. Leur objectif est de proposer une formation professionnelle, un appartement, etc.. Bref, ni de bonnes paroles, ni un discours moralisateur à celles qui veulent s'en sortir, mais des choses concrètes.

Jocelyne

## JOSPIN GARDIEN DE MITTERRAND OU MITTERRAND GARDIEN DE JOSPIN ?

**D**IMANCHE 14 février, à Suresnes, le PS s'est réuni en convention nationale. Ses dirigeants en ont profité pour « tirer les leçons » des quatre mois passés, depuis le congrès de Valence. Grand bien leur fasse ! Encore que nous doutions que les socialistes puissent tirer les leçons de quoi que ce soit. Ceux-ci ayant toujours été obnubilés par leur volonté de compromis entre le monde du travail et le capital, malgré les échecs répétés de leurs tentatives. En ce qui nous concerne, nous constatons un changement (en voilà un au moins !) sur la forme et sur le fond dans les propos tenus à Suresnes, compte-tenu de ceux tenus à Valence. Sur la forme d'abord. Le ton n'est plus le même. Le Quilès réclamant des têtes a laissé la place au Popereau fustigeant les maximalistes qui veulent tout tout de suite. Le « réalisme » est passé par là. Changement sur le fond, ensuite. Le congrès de Valence avait, entre autres, soulevé le problème de la qualité du soutien que devait apporter le PS au gouvernement. Parti godillot ou parti critique ? La réponse avait été claire. Il suffit de citer Jospin disant : « Nous ne devons pas être les gardiens du programme » ou Chapuis : « Nous ne pouvons accepter que l'on enferme les membres du parti entre leurs engagements et leur solidarité avec le gouvernement ». Ou de se rappeler que, lors de la préparation du congrès de Valence, il avait été envisagé de créer des groupes de travail mixtes, ministres/parti, de façon à ce que le courant passe de bas en haut. On aurait pu penser que le PS ne se contenterait pas du rôle de « béni-oui-oui ». Naturellement, toutes ces bonnes résolutions ont été jetées aux orties. Et comment en aurait-il été autrement ?

Toute organisation qui choisit le changement par la conquête de l'Etat, tout en respectant le cadre des institutions existantes, se retrouve prisonnier de ces institutions. On voit mal des députés socialistes mettre à mal un gouvernement socialiste en lui refusant leur confiance sur un projet quelconque. C'est ainsi que Mauroy a pu faire passer son programme nucléaire à l'Assemblée nationale, en engageant la responsabilité du gouvernement. Ce programme énergétique est pourtant en contradiction flagrante avec le programme énergétique du PS, tant dans son importance que dans son mode d'application.

Les députés proposent, le gouvernement dispose. Notons d'ailleurs que durant ces quatre mois, tous les « conflits » qui ont opposés les députés socialistes au gouvernement ont été résolus au profit du gouvernement, c'est-à-dire au profit d'une politique de collaboration de classe. L'exemple le plus récent étant la réduction du temps de travail à 39 heures. Encore que là, il n'y ait pas eu véritablement litige, puisque le PS est demeuré obstinément muet bien que le gouvernement ait envisagé sérieusement de faire payer aux salariés cette réduction du temps de travail. Le silence du PS a d'ailleurs permis à la CGT d'occuper le terrain et de se refaire en partie une

virginité après l'affaire polonaise. Mitterrand a finalement cédé devant la montée des grèves. Il



aura donc fallu un début de mobilisation populaire pour en arriver là, montrant ainsi que le

PS n'est pas le garde-fou d'un gouvernement trop enclin à pratiquer la collaboration de classes. Il n'est qu'une courroie de transmission. Et la convention nationale de Suresnes n'a fait qu'officialiser ce qui était déjà officiellement inscrit dans les faits. M. Jospin, qui se voulait gardien d'un programme, se veut désormais pédagogue. Il faut « expliquer mieux la politique du gouvernement. » On est loin du parti critique ! Bien sûr, la phraséologie pseudo-révolutionnaire était encore présente au rendez-vous. Cette fois, le rôle de Quilès était tenu par Mermoz, voyant une stratégie de rupture avec le capital, dans la politique menée par le gouvernement. Nous, nous nous demandons où peut être la rupture quand M. Delors mène, à peu de chose près, la même politique que M. Barre. Il faudrait nous expliquer mieux, M. Jospin !

Jean-Pierre (gr. Sevrin-Bondy)

## FRANCE, TA CORSE S'ÉLOIGNE...

**U**N processus de prise de conscience se développe depuis des années, allant du problème de la survie démographique d'une ethnie à celui du désastre économique. Ce processus a été alimenté par l'action d'une minorité décidée qui a trouvé la confirmation de ses thèses dans l'incompréhension totale des problèmes de l'île par l'administration étatique. Cette minorité, même dans les moments les plus durs pour elle, n'a jamais été affectivement marginalisée par le peuple corse. C'est ce qui lui a permis de se maintenir et de toujours repartir avec pour appui une mentalité collective qui, au fil des mois et ce depuis des années, évolue peu à peu en faveur de la reconnaissance du fait national corse et de son autonomie de gestion. La manière forte du précédent gouvernement qui dépêchait dans l'île, lors de chaque mécontentement, ses hordes policières et militaires n'a pas marché. Et la manière douce de ceux qui ont offert au patronat la paix sociale ne marcherait-elle pas non plus ?

Une amnistie des prisonniers, un relâchement de la répression, une promesse de statut particulier, une trêve du feu tenue par le FLNC, des politiciens qui se préparent déjà à gagner les sièges de la future assemblée régionale, et puis patatrac ! Le calme n'était qu'apparent ?

Les nationalistes corses ont compris que le petit jeu des socialistes consistait à lâcher un peu d'autonomie pour que l'Etat français ne perde pas le contrôle sur une de ses dernières colonies.

Pour notre part, nous pensons que le réveil de Paris est un peu tardif ! Les fêlures sont importantes et le PS, qui n'a pas d'assises en Corse, a pour relais du pouvoir central des chefs de clans qui ont opté pour l'immobilisme ; l'essentiel pour eux n'est pas l'avenir de ceux qu'ils représentent, mais de conserver leurs avantages.

Peu à peu, les Corses ont pris conscience qu'ils ont une histoire, une langue, qu'ils appartiennent au bassin méditerranéen.

Dans ce réveil du nationalisme, pas l'ombre du fédéralisme à l'horizon, or les Corses savent bien qu'il sera difficile de tenir tête aux grands Etats, et ils savent aussi par expérience qu'aucune aide étrangère de quelque Etat que ce soit n'est désintéressée. Alors, si on s'interrogeait sur la nécessité du fédéralisme ?

Groupes Fresnes-Antony



AUTOUR d'eux, au fil des ans, une légende s'est tissée faite d'ignorance, de craintes, de haine ! Jetés, au début du siècle dernier, au centre des convulsions d'une société qui accouchait dans la douleur d'un prodigieux foisonnement économique, ils l'ont reçue comme l'enfant recoit l'injustice, avec la révolusion que provoque chez lui sa confrontation avec les sentiments nobles qu'on lui enseigne et que les sociétés accumulées depuis l'origine pour masquer leur vrai visage. Ils voulaient tout, les anarchistes, tout de suite, dans un monde autrement fait que celui dans lequel ils vivaient ! Tout ce que les hommes, avant eux, n'avaient envisagé que dans des mythes réfugiés dans l'éternité. Ils se sont heurtés brutalement aux grilles qui enserrèrent le monde de la sensibilité et de l'intelligence, comme le prisonnier se cogne la tête contre les murs de la geôle. Ils ont piétiné furieusement dans l'espace étroit que les puissants délimitent pour permettre à l'espèce humaine les mouvements indispensables à la continuité de la vie. Lorsqu'ils ont essayé de briser le cercle, ils ont été détruits dans leur dignité ; parfois ils sont morts dans les bagnes ou devant les pelotons d'exécution ! Mais ils ont témoigné pour l'éternité de ce qui ne devait pas être, de ce qui ne pouvait plus être... les anarchistes !

La bourgeoisie la plus sauvage, la bourgeoisie industrielle, la bourgeoisie des affaires, pour pouvoir s'écouter sans rougir, a besoin d'un supplément d'âme. Elle le récupère dans les cultes à partir d'une morale savamment élaborée et en utilisant les arts, la littérature, le théâtre, la poésie, transposant dans le rêve ce que l'imagination peut inventer pour construire un homme promis, par sa sagesse, son obéissance, aux lois spirituelles et temporelles, par sa patience, à la reconnaissance éternelle de ce quartier de fripouilles qui vivent confortablement de la peine des foules. Mais les mythes s'usent vite, les saints, les guerriers, les génies finissent pas se fatiguer et fatiguer les hommes, et c'est alors que les personnages qui tripotent l'expression artistique et littéraire, pour corser leur copie, ont fait rentrer les anarchistes dans leur florilège.

Dans la littérature, l'anarchiste est devenu le bon ou le mauvais de l'histoire racontée aux hommes qui ont besoin d'évasion intellectuelle pour bercer leur nostalgie de l'âge d'or. On l'a placé en dehors de la vie courante. Isolant une phrase de Bakounine de son contexte, on l'a présenté comme Attila détruisant tout sur son passage, mettant en exergue une page de Tolstoï, on l'a hissé sur un rocher, la tête dans les brouillards, prêchant comme Moïse dans le désert, au-dessus de la mêlée, loin des hommes qui se débattaient contre la lèpre qui souille leur corps, en pleurnichant contre les dieux qui les

ont réduits à cette condition misérable, comme si ce n'était pas eux qui l'avaient créée, au moins acceptée.

Les anarchistes n'ont rien de commun avec ces images déformées que les clercs, à la solde des despotes, tendaient aux foules, même si parfois des hommes se réclamant de l'anarchie se miraient avec complaisance dans ces paroxysmes qu'on traçait d'eux pour mieux les évacuer du réel. Cette image déformée qu'on a donnée de l'anarchie à travers un romantisme pervers s'est imposée aux peuples, et sert encore aujourd'hui dans les milieux où l'on a besoin de la magie d'un mot pour frissonner agréablement derrière ses persiennes bien closes !

L'anarchie ce n'est pas la bombe, l'anarchie ce n'est pas la béatitude, même si les anarchistes, conditionnés par le milieu — comme d'autres spiritualités, d'ailleurs — cèdent parfois au tapage de la bombe, même si les anarchistes se réfugient parfois dans les brumes de la raison abstraite. Les anarchistes sont des hommes comme vous

leurs sûres du romanesque, et qui, suivant les bons esprits, n'ont pas leur place dans la vie de tous les jours.

Si les anarchistes sont pareils aux autres, ils sont singuliers en ce sens que pour eux l'unité de toute chose, c'est l'être humain qui ne doit pas être soumis au groupe, mais pour lesquels le groupe doit être façonné pour recevoir les hommes dans leur diversité, une diversité qui doit être cultivée, protégée, car elle est la véritable richesse du genre humain, au même titre que la diversité de la faune et de la flore est la richesse de la création.

Ce qui caractérise les anarchistes dans ce combat qu'ils livrent pour un retour au cycle naturel et à la destruction de cet arrangement préfabriqué par le sorcier et par le chef au profit de clans dominateurs, c'est la liberté du choix, que chacun d'entre eux fera du terrain où il mènera le combat pour la vérité. On a souvent remarqué que ce respect des principes éparpillait leurs efforts et nuisait à la cohésion de leur combat, et c'est vrai ! Mais lors-

qu'ils auront enfin décollé, le respect de ces principes leur confèrera une universalité à laquelle aucun des autres groupes sociaux, basés sur la domination d'une classe, ouvrière, moyenne ou technocratique, ne pourra par nature prétendre.

Ni héros ni saint — ces figurines de catastrophes. Les anarchistes sont des hommes qui ont beaucoup lu, beaucoup appris. Autrefois, on disait d'eux qu'ils étaient dans leur majorité des autodidactes. Mais aujourd'hui que les jeunes gens ont acquis dans les lycées une connaissance sans aucune mesure avec celle des générations précédentes, disons que pour sortir des boues où leurs contemporains s'enlisent, ils ont compris que la connaissance classique ne suffisait pas, qu'elle n'était que le terreau sur lequel la culture de soi pouvait fructifier.

« Qu'est-ce que la littérature ? », demandait un quidam à Anatole France, et le bon maître répondait : « La littérature c'est la simplicité. » A l'origine des idées que professent les

anarchistes, il y a d'abord la simplicité, ce qui a parfois amené sur certains visages de critiques sans indulgence le sourire supérieur des imbéciles ! C'est à partir de la simplicité du projet que les rouages techniques, multiples, délicats, nécessaires à son application peuvent être maîtrisés. Contrairement aux autres membres des communautés nationales ou internationales, les anarchistes ne croient pas que la société est immuable ! Ce que les hommes ont créé, ils peuvent le défaire pour le remplacer par une construction plus appropriée, plutôt que de surcharger celle qui existe par des transformations qui l'alourdiront sans la rendre plus supportable ! Et c'est à partir de cette réflexion logique que nous devons à Bakounine — qui ajoutait d'ailleurs qu'il était nécessaire de détruire si on voulait reconstruire avec un autre matériau — que la bourgeoisie a astucieusement dressé le por-

trait d'un anarchiste d'apocalypse, nouvel élément pour contes destinés à faire tenir tranquille les citoyens dissipés !

Les anarchistes veulent la suppression des différences entre les hommes dont les particularités, qui sont leur bien propre, n'ont de valeur que si le milieu peut les absorber. Lorsque le milieu est différent, ce sont d'autres particularités chez les hommes que ce nouveau milieu sollicite, sans que la nature profonde des hommes change.

C'est le hasard, à partir de l'hérédité et de mille autres facteurs, qui conditionne chacun d'entre nous. Nous sommes « donnés », et l'éducation ne peut que gommer nos angles sans modifier nos particularités qui, dans les sociétés hiérarchisées, programment la condition d'existence des hommes. Les anarchistes considèrent que cette sélection d'hommes qui seront investis par le pouvoir de l'autorité et de la richesse, est insupportable. Les classes dirigeantes ont bien compris ce qu'il y avait d'insolite, donc d'explosif, dans cette sélection. Pour panser les plaies ouvertes par les inégalités, ils ont promis l'égalité dans le ciel à partir de

l'enseignement qu'on répand à Rome, ou dans des temps incalculables à partir de celui de Moscou. Ce qui revenait à noyer le poisson à partir d'une théologie obscure tirée de la Bible ou du *Capitales*.

Les anarchistes sont contre le système capitaliste du profit, contre l'Etat centralisateur, contre l'autorité d'une classe dirigeante, contre un nationalisme imbécile. Les anarchistes sont pour une société socialiste libertaire, pour une coordination fédéraliste, pour l'autogestion des entreprises et des services. Les anarchistes ne se font aucune illusion sur la volonté des classes dirigeantes à abandonner leurs privilèges sur l'hôtel de la justice, de la fraternité ou de la raison. Les anarchistes savent qu'il leur faudra, comme leur conseiller Bakounine, démolir ce vieil édifice vermoulu qu'est la société du profit, pour construire en dur une société sans classe, sans Etat, sans autorité. Les anarchistes savent que ce ne sera pas facile car nombreux sont les prétendants qui, abrités derrière un langage de bois, forgent déjà les classes dirigeantes qui assureront la relève de celles qui se disloquent sous nos yeux.

Jamais, peut-être, les anarchistes n'ont été aussi indispensables que dans ces temps où l'informatique, la robotisation, la concentration du savoir vont envahir le monde, nouvelle révolution économique qui, comme les précédentes, laissera sur le carreau des millions d'hommes gâtés par la clochardisation intellectuelle et confinés dans des tâches de bricolage mineur, asservis dans le travail, dans leurs loisirs orientés, dans leur vie de tous les jours.

Les anarchistes ne refusent pas l'évolution scientifique ou de comportement, au contraire ; mais cette évolution ne doit pas asservir les multitudes au profit des « hommes qui savent » que Bakounine — encore lui — a décrit dans des pages définitives. Les anarchistes, pour lesquels l'homme est prioritaire sur toute construction intellectuelle ou technique, sont les seuls à faire le barrage contre l'asservissement de l'être aux exigences de l'idéologie. Devant les hommes inquiets sur leur avenir, déboussolés par les hallucinations que les « grosses » têtes de la « science-catastrophe » font défiler devant leurs yeux grâce aux médias, les anarchistes représentent la raison, la solidité devant l'évolution de la nature. Ils se dressent contre les rafistoleurs du social qui mouillent leurs chemises à bricoler une société qui, de toute façon, les écrasera en s'écroulant.

Les anarchistes sont tout ce que je viens de décrire, et bien d'autres choses encore. Et ces anarchistes-là, les intellectuels aux ordres se sont bien gardés de les glisser entre les pages de leurs grimoires.

Maurice JOYEUX

# Les Anarchistes

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

## SALVADOR

## L'intervention américaine ou la valse-hésitation de l'impérialisme

**L'**ÂPRETÉ de la guerre civile qui oppose de plus en plus violemment la junte fasciste aux forces révolutionnaires a récemment fait apparaître des divergences importantes au sein-même de l'appareil d'Etat US quant à la politique à mener vis-à-vis du Salvador. Car si l'objectif de tous les dirigeants américains est clair — empêcher le Salvador de se transformer en un nouveau Nicaragua et remplacer le gouvernement Duarte, trop compromis par ses multiples exactions, par une apparence de démocratie plus « décente » pour les intérêts américains — les moyens mis en place par Reagan ne semblent pas faire l'unanimité. En effet, certains sénateurs démocrates, appuyés par des associations privées, ont réclamé la suppression totale de l'aide US au gouvernement Duarte.

L'aide américaine à la junte fasciste repose sur la fourniture de matériel militaire (radios, camions, fusils, munitions, hélicoptères), la formation des cadres de l'armée salvadorienne (plus de mille cinq cents d'entre eux sont déjà entraînés — éventuellement à la torture — aux Etats-Unis, d'autres le sont à Panama), la formation d'unités d'élite (au nombre de trois actuellement), la mise sur pied d'une flotille d'intervention (chargée de couper les liaisons maritimes entre les forces du FMLN (Front Farabundo Martí de Libération na-

vertu de la nouvelle réglementation sur l'aide à l'étranger (1). Passant par-dessus cette opposition, Reagan n'en a pas moins décidé, au début du mois, d'envoyer 55 millions de dollars d'aide d'urgence au gouvernement Duarte.

En fait, et malgré la polémique lancée par les médias américains, à propos de l'armement des « conseillers » militaires et malgré les crailleries des sénateurs démocrates (2), l'administration Reagan a mis sur pied, semble-t-il, un vaste plan d'intervention en Amérique centrale pour redresser les intérêts de l'impéria-

lisme US dans cette région. Le but de ce plan est clair : briser les lignes de communication entre la guérilla salvadorienne, le Nicaragua et Cuba ; combattre et isoler le gouvernement sandiniste. Quant aux moyens, ils sont aussi très éloquentes puisqu'il est prévu simultanément de renforcer l'aide économique (300 millions de dollars) et le soutien militaire au Salvador et au Honduras, et de susciter des mouvements d'opposition, principalement au Nicaragua et à Cuba. Selon le Washington-Post, 19 millions de dollars seraient alloués pour créer une opposition politique au Nicaragua et des unités d'action chargées d'opérations paramilitaires, politiques ou de renseignement

aux résultats des élections prévues pour le 28 mars, il est clair que le gouvernement Reagan s'appuie à intervenir directement dans la guerre civile !

Philippe (gr. Kropotkine)

(1) Cette loi, adoptée en fin décembre 81 par le congrès, impose un certain nombre de conditions, en particulier en ce qui concerne le respect des droits de l'homme.

(2) Qui sont bien plus le fruit d'une manœuvre politique pour remonter l'audience du parti démocrate que celui d'une remise en cause des menées impérialistes des Etats-Unis en Amérique centrale.



## Solidarité internationale, oui... mais laquelle ?

Il y a quelques temps, la CGT organisait à Limoges une soirée d'information sur la Turquie avec un des hauts responsables de la Disk en exil (on soutient les opprimés qu'on peut !)

Après un plaidoyer contre la répression du peuple turc et en particulier des syndicalistes de la Disk en procès, il y eut la projection d'un document sur les manifestations organisées en Turquie lors des 1<sup>er</sup> Mai de ces dernières années. Fresques, drapeaux, applaudissements, mais cachait difficilement un embrigadement inquiétant : service d'ordre impressionnant, défilé bien orchestré, pour finir sur le discours de personnes dont la tenue vestimentaire (ce que c'est que d'être responsable !) tranchait avec la tunique rouge du service d'ordre ou les vêtements habituels de la population. Le costume-cravate est le signe distinctif international des dirigeants ! Mais cela n'est rien : à peine ai-je cru distinguer un portrait de Brejnev et les commentaires, non traduits, étaient malheureusement incompréhensibles pour qui ne connaît pas le turc. La manifestation de 79 se termine sur une grande place où, grâce à une provocation policière, les auto-mitrailleuses interviennent brutalement : il y aura plusieurs morts, piétinés dans la bousculade, ce qui n'empêchera pas, l'année suivante, la tenue d'une manifestation aussi importante que le 1<sup>er</sup> Mai.

Et maintenant, place au débat ! Après des témoignages de l'émotion provoquée par les images visionnées, première question de fond posée par un espagnol qui se révélera par la suite un joli stalinien (nous traitant d'agents de la CIA !) : quel est le rapport de force actuellement en Turquie ? Que peuvent faire les syndicalistes, la Disk ? Réponse : la Disk (10 000 adhérents lors du coup d'Etat fasciste) a été impuissante pour riposter. Actuellement, tout l'effort est porté sur le regroupement de toutes les forces démocratiques et socialistes.

Deuxième et dernière question, posée par un compagnon de la FA : le coup d'Etat militaire était prévisible vu les forces fascistes très présentes, qu'avait prévu la Disk en ce cas ? On sait que, par exemple, Solidarité en

Pologne avait prévu et appliqué face à un coup d'Etat militaire la grève générale.

Réponse : vu nos forces, rien n'était possible (voir première réponse) ; la Pologne et la Turquie n'ont rien à voir. Solidarité n'était pas un syndicat, mais un regroupement anti-socialiste manipulé par les Etats-Unis.

Quel contraste avec Solidarité ! Quel esprit de magouille ! On se rassemble (toutes les forces social-démocrates !), on verra après ! On verra quoi ?... Je vous laisse deviner.

Vu le tour que prenait la discussion, un des organisateurs de la soirée intervient : il est trop tard, s'il n'y a plus de questions, nous allons maintenant finir la soirée avec de la musique turque. Et bien sûr, il n'y avait plus de questions, chacun savait à quoi s'en tenir.

Alors, solidaires avec qui, avec quoi ? Solidarité manipulée par les curés, Disk manipulée par les cocos, etc. Certes, cela n'est vrai qu'en partie, cette emprise est limitée et résulte d'un conflit permanent entre le pouvoir, quel qu'il soit, et l'autonomie de la population. Mais soutenir de telles organisations, sans esprit critique, les yeux fermés, c'est faire le jeu des futurs oppresseurs, en cas de victoire de la résistance. Des situations comme l'Espagne en 36 ne se présentent pas tous les jours, et les anarchistes sont toujours partagés entre le soutien des peuples opprimés et la condamnation de la résistance organisée dans ces pays, car généralement empreinte des mêmes tares que le régime qu'elle combat. Mais le dilemme est insoluble : en l'absence d'une résistance libertaire réelle, la solidarité internationale ne peut passer que par le canal d'organisations bâtarde. La pratique de la solidarité internationale, actuellement, est faite de compromis, de soutien conditionnel et, hélas, son efficacité est très faible.

Nous pateageons toujours dans la pagaille politicienne ; notre tâche primordiale reste de dénoncer à la fois la répression et la récupération, sans perdre de vue que le meilleur soutien aux opprimés du monde, c'est de faire nous, ici même, des êtres libres.

Robert



tionale) et le Nicaragua et de concevoir la planification d'ensemble des opérations militaires. Le nombre des « conseillers » militaires américains s'élève à près de 10% du corps des officiers salvadoriens. Le Salvador est le pays latino-américain qui a reçu, en 1981, l'aide militaire la plus importante de la part des Etats-Unis : 104 millions de dollars pour la période 81-82 auxquels il faut ajouter 133 millions d'aide économique.

Mais, dans sa volonté de renforcer le soutien à la junte salvadorienne, Reagan s'est heurté à des oppositions au sein-même du Sénat américain. Certains élus démocrates réclament même la suppression de cette aide en

# Qui a peur du Tiers-Monde ?

**D'**AUCUNS prétendent que l'aide industrielle apportée au Tiers-Monde risque, à long terme, de compromettre notre propre développement.

Qu'en est-il réellement ? Les échanges Nord-Sud n'ont rien de philanthropiques. La stratégie des multinationales vise à mondialiser le capitalisme. Le Nord prend la part du lion en produisant une technologie de pointe ; le Sud fournit la main-d'œuvre pratiquement gratuite et inorganisée. Cette distribution nouvelle des rôles ne peut qu'engendrer de nouvelles inégalités entre le Nord et le Sud.

La quasi-totalité des matières premières, indispensables à notre industrie, proviennent du Tiers-Monde. Le sous-développement n'est que l'envers de notre gaspillage. Non seulement nous pillons leurs ressources en minerais, mais nous leur enlevons le pain de la bouche. Les pays du Tiers-Monde sont obligés, pour payer leurs dettes extérieures, d'exporter leurs produits agricoles. Les protéines produites dans le Sud servent à nourrir et à engraisser nos animaux. Le processus économique engagé entre le Nord et le Sud ressemble plus à une recolonisation des anciens territoires qu'à une aide au développement.

Le sous-prolétariat, créé par les industries occidentales, est composé de petits paysans qui abandonnent leur lopin de terre, qui viennent s'agglutiner à la périphérie des villes, dans d'immenses bidonvilles. Les créations d'emplois sont rares, de surcroît, la presque totalité des profits dégagés sont rapatriés dans le pays d'origine. En fait, les pays pauvres s'endettent pour permettre aux pays riches de faire de plus en plus de profits.

Face à cette internationale du profit, il est urgent d'opposer l'internationale des travailleurs. Les intérêts du prolétariat européen sont intimement liés à ceux du prolétariat des pays pauvres. La solidarité avec le Tiers-Monde doit entrer dans les consciences, pour cela, il faut repenser notre développement et notre consommation.

Les mouvements du Tiers-Monde doivent impérativement descendre dans l'arène politique s'ils veulent avoir une chance d'être entendus. Il est illusoire de se voiler les yeux plus longtemps, le sous-développement n'est qu'un problème politico-économique. Il est de toute évidence que la lutte contre le capitalisme international et ses sbires constitue l'objectif numéro un pour l'instauration d'un socialisme libertaire.

Eric RABILLER



## ITALIE

**Motion de l'assemblée antimilitariste anarchiste de Livourne** — Dimanche 7 février, au siège de la Fédération anarchiste italienne de Livourne, s'est tenue l'assemblée nationale, convoquée pour la préparation de la manifestation antimilitariste anarchiste du 13 mars. Une participation importante des compagnons de diverses localités : Arezzo, Alessandria, Pise, Carrare, Rome, Reggio Emilia, Come, etc., était à remarquer.

Durant la matinée, se sont tenues la discussion et l'élaboration définitive du document de convocation à la manifestation. Sur ces bases, seront réalisées affiches et tracts pour propager l'initiative.

Dans le courant du débat, vivace mais ouvert et constructif, la motion du congrès antimilitariste de Florence du 10 janvier (voir ML 429) a été réaffirmée. Lors de cette réunion, s'est manifestée la volonté de faire de la manifestation du 13 mars un moment de rencontre pour ceux qui veulent s'opposer à la guerre et au militarisme, pour ceux qui désirent se prendre en charge, pour le développement de l'initiative anarchiste et la reprise d'une politique d'attaque de cette société qui ne sait produire que guerre, chômage et vie chère.

Les compagnons se sont mis d'accord dans le refus de collaborer avec les forces qui, derrière un apparent progressisme, accomplissent le rôle institutionnel de canaliser et récupérer le mécontentement prolétaire et l'opposition révolutionnaire. Ils s'emploieront à les démasquer, puisqu'ils les considèrent fonctionnels seulement pour la sauvegarde de la démocratie bourgeoise.

La manifestation du 13 mars à Livourne sera ouverte à tous ceux qui se reconnaîtront dans les contenus exprimés au congrès de Florence et à l'assemblée de Livourne.



Monica Giorgi, militante anarchiste de Livourne, vient d'être condamnée à 12 ans de prison sous l'accusation de terrorisme et de tentative de rapt (voir ML n° 422). Il s'agit là d'un procès monté de toute pièce par l'Etat et visant, sous couvert du terrorisme, à frapper le mouvement anarchiste.

Actuellement, Monica Giorgi est dans l'attente d'une révision de son procès (procès en appel) et dont la date n'est pas encore connue.

Hier Pinelli, Valpreda, aujourd'hui Monica Giorgi. Face au terrorisme d'Etat, il est urgent de montrer notre solidarité internationale. Vous pouvez lui écrire à : Monica Giorgi, carcere di Reggio Emilia, 42100 Reggio Emilia. Faire pression en écrivant à : Dott-Sechi, présidente corte d'assise di Livorno, 57100 Livorno.

## BELGIQUE

En 1974, 25 sections des Brigades spéciales de Recherche (BSR) relevant de l'état-major de la gendarmerie sont confiées au commandement de Léon François, pour former le Bureau national des Drogues (BND), celui-ci devant lutter contre les trafics des stupéfiants s'avère en fait être une véritable association de truands de haut vol !



Une partie des exploits de ces intégrés fonctionnaires de l'Etat belge remplit 42 000 pages d'un dossier judiciaire ouvert au procès depuis fin janvier. Nous apprenons alors que de nombreux membres du BND soustrayaient une partie de la drogue saisie avant de la déposer au greffe du tribunal pour arrondir leurs fins de mois (1). Mais parallèlement aux ponctions opérées de-ci de-là, ils organisent un trafic d'antiquités hindoues qui étaient livrées par les propres véhicules de la gendarmerie ! D'autres, plus poétiques, simulent des vols de tableaux pour encaisser les primes offertes par les assurances lors de la restitution du magot !

L'apothéose revient à leur organisation d'une société d'import-export d'huile installée à Lugano leur servant de couverture pour un vaste trafic de drogue.

Il est évident que ces agissements étaient connus et couverts par l'état-major de la gendarmerie. Certaines recettes n'allaient-elles pas alimenter quelques caisses électorales ?

La morale est sauve puisque le commandant François lui-même passait une grande partie de son temps en conférence sur les dangers de la drogue pour les jeunes !

Gageons que tous ces zélés fonctionnaires, flétris en public, pour l'exemple, le temps d'une parade judiciaire, auront une heureuse retraite et une rosette à la boutonnière d'ici peu !

(1) 3 973 kilos de cannabis, 240 kilos de haschisch, 41 kilos d'héroïne, 25 kilos de morphine, 17 kilos de cocaïne entre autres.

## ETATS UNIS

L'Etat d'urgence a été déclaré à Ontario, dans l'Etat de New-York, à la suite d'une rupture d'une canalisation du système de refroidissement de la centrale nucléaire « Ginna », le 25 janvier ; une faible quantité de vapeur radioactive s'est échappée dans l'atmosphère, alors que plus de 30 000 litres d'eau radioactive se répandaient sur le sol de la salle du réacteur. On procéda immédiatement à l'arrêt du réacteur et à l'évacuation des 150 employés de la centrale.

Cette centrale, construite par Westinghouse, est du même type que Three Miles Island, mais toutefois de moindre puissance, 490 Mw. Elle est opérationnelle depuis 1969.

Après l'explosion d'une canalisation du circuit primaire de refroidissement du réacteur, l'eau radioactive à haute pression s'est échappée dans le système secondaire de refroidissement, contaminant ainsi l'eau du deuxième circuit.

La pression du système secondaire qui, en temps normal, est basse, a subitement augmenté forçant la soupape de sécurité pour libérer la vapeur radioactive. Au même moment, l'eau radioactive du circuit secondaire se répandit dans la salle du réacteur.

Cette canalisation rompue est une des 3 000 que contient chacun des deux réacteurs de la centrale. On peut se demander ce qui se serait passé si plusieurs de ces canalisations avaient sauté, anéantissant tout le système de refroidissement ; il est plus que probable que le cœur du réacteur aurait fondu.

Le taux de radiation enregistré au cours de l'accident est, d'après la plupart des rapports, de trois millirems par heure. Cependant, quelques rapports font même état de 10 millirems.

Quinze travailleurs ont dû être soignés pour absorption d'une dose radioactive. D'autre part, certains experts prévoient d'importantes fissures au bâtiment de la centrale, dues à l'arrêt brusque du réacteur. La raison officielle de l'accident serait la corrosion.

Ce type de problème devient de moins en moins banal dans les réacteurs.

(Transmis par le secrétariat aux Relations Internationales)



## LA RÉVOLUTION

1789 a été l'époque de la grande remise en question des institutions politiques et religieuses. La Révolution, au nom du libéralisme économique, fut hostile à toutes les formes d'associations professionnelles, y compris aux groupements ouvriers à caractère mutualiste.

L'hostilité de la bourgeoisie se traduit en 1791 par le vote de la loi connue sous le nom de « Le Chapelier ». Elle proclamait « l'anéantissement de toutes espèces de corporations de citoyens du même état et de même profession ». Elle voulait ainsi détruire surtout les sociétés compagnonniques, puissantes alors, bien organisées et capables d'opposer une vive résistance aux pouvoirs publics et aux employeurs. Cette loi atteignit également les groupements mutualistes, seules quelques sociétés de bienfaisance purent continuer à fonctionner. Ce fut un coup dur pour les travailleurs, qui se trouvèrent démunis devant la maladie, car, bien entendu, le gouvernement fut incapable de leur apporter une aide quelconque. La nouvelle classe dominante voulait ainsi dépouiller les travailleurs de tout moyen de défense.



Seulement, voilà. Il ne suffit pas d'un décret ou d'une loi pour faire disparaître totalement une institution. Des sociétés mutualistes réussirent à fonctionner clandestinement pendant la période révolutionnaire, et le mouvement mutualiste réapparut au grand jour au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Les sociétés n'étaient plus interdites, mais elles étaient étroitement surveillées. Lors de leur constitution, elles devaient rédiger des statuts dans lesquels étaient clairement précisés les buts de prévoyance et où devait figurer l'affirmation qu'elles s'occuperaient uniquement d'apporter un soulagement à leurs frères. Elles devaient obtenir l'autorisation du gouvernement avant leur constitution, et des policiers assistaient aux réunions.

La loi Le Chapelier n'étant pas abrogée, les ouvriers ne pouvaient toujours pas se réunir pour défendre leurs intérêts ni, bien sûr, créer des associations. C'est à partir de ce moment que la Mutualité va constituer le seul moyen pour les ouvriers de se rassembler. Les travailleurs de l'imprimerie, les tanneurs, les mégissiers, les chapeliers, les menuisiers vont, les premiers, former des sociétés mutualistes d'ou, plus tard, sortiront les organisations syndicales.

Evidemment, les autorités ont vite compris de quoi il retournait. Aussi l'Empire puis la Restauration réprimèrent — quand ils le purent — ces sociétés, mais leurs gouvernements agissent aussi plus subtilement pour en amoindrir l'influence. Sous le premier Empire, une société appelée Société philanthropique fut chargée de créer des caisses de secours bien pensantes. Ces caisses reçurent des facilités importantes : dons, subventions, accès pour leurs adhérents aux dispensaires dans lesquels exerçaient les chirurgiens et les médecins de l'Empereur. Le nombre de ces sociétés augmenta rapidement. Malgré cela, beaucoup d'organisations de secours mutuels créées par les travailleurs restèrent libres ; mieux : on vit des sociétés « protégées » faire preuve de mauvais esprit et organiser des grèves.

La Mutualité est donc la structure toute trouvée pour l'organisation des travailleurs. C'est elle qui est à l'origine d'émeutes à Nantes en 1830, à Paris et à Limoges en 1831, et de la révolte des canuts à Lyon en 1831 et 1834. En 1833, elle organise la lutte des gantiers à Chaumont, celle des charpentiers à Paris, des ouvriers du bâtiment au Havre, des mineurs d'Aix en 1834.

Cette année-là, le gouvernement fait voter une loi interdisant les associations de plus de vingt personnes. Les ouvriers Lyonnais réunis dans la Société fraternelle d'assistance des mutualistes depuis 1828, déclenchent de nouveau une insurrection ; les ouvriers, à Paris, les suivent ; on se souvient que le général Bugeaud s'illustra tristement dans la répression.



## LE SECOND EMPIRE

Sous le second Empire, la Mutualité fut plus que jamais sous le boisseau. On accentua ce qui avait été commencé sous le premier Empire et continué sous la Restauration. C'est Napoléon III lui-même qui nomma les présidents des sociétés mutualistes. Une Commission supérieure d'encouragement et de prévoyance est créée, présidée par l'Empereur. Ayant constaté que le premier Empire et la Restauration avaient échoué dans leurs tentatives de faire de la Mutualité un instrument docile du pouvoir, Napoléon III veut interdire

tout retour aux traditions de défense des travailleurs. Il va donc accentuer le contrôle des sociétés de secours mutuels et manifester une sollicitude plus grande envers celles qui collaborent loyalement au pouvoir.

Les sociétés libres, qui ne voulaient pas de l'appui gouvernemental, étaient constamment menacées de



## LA MUTUALITÉ

dissolution par simple arrêté préfectoral. Les autres, les sociétés « approuvées », dont les présidents étaient nommés par l'Empereur, pour cinq ans, bénéficiaient de nombreux avantages : dons et legs mobiliers, location d'immeubles, gratuité de locaux, etc. Le gouvernement leur octroyait une somme d'argent à titre de dotation ; enfin, il était attribué à leurs dirigeants ce qui chatouillait souvent le vain « honneur » des hommes : des médailles et autres distinctions honorifiques. Ça existe encore de nos jours...

Ces sociétés approuvées pouvaient être créées par le maire ou le curé dans chaque commune. Ainsi se mirent en place des sociétés encadrées non plus par des travailleurs mais par des notables. Cette Mutualité territoriale coupait les mutualistes de leurs attaches professionnelles, elle groupait des couches sociales différentes, ce qui, évidemment, isolait et neutralisait les travailleurs. Cependant, un nombre non négligeable de sociétés préférèrent rester libres, malgré les difficultés ; elles choisissaient elles-mêmes leurs responsables ; elles étaient composées d'adversaires acharnés du régime, et certaines se transformèrent en « résistances » ; ce sont ces résistances qui furent directement à l'origine du syndicalisme.

Voici ce qui était constaté dans un rapport à l'Empereur paru dans le « Bulletin des sociétés de secours mutuels » en 1861 : « La réunion des ouvriers d'un même état qui rend plus facile l'organisation et la mise en pratique d'une société de secours mutuels, en facilite l'altération et les abus. Il y a dans ce rapprochement une grande tentation d'aller au-delà du service des malades et infirmes et de s'occuper d'intérêts d'un autre ordre et d'une autre portée. L'expérience a prouvé souvent, dans un pays voisin, quelquefois dans le nôtre, qu'en certains moments entre ouvriers d'une même profession il n'y avait qu'un pas de la mutualité à la coalition, et que la cotisation pouvait prendre le caractère d'un impôt destiné à soutenir les grèves. »

Une circulaire du ministère de l'Intérieur, adressée aux préfets en 1852, précisait : « Dans aucun cas vous n'approuverez la promesse de secours en cas de chômage ; cette condition ne serait pas seulement un principe de ruine et de démoralisation puisqu'elle tendrait à encourager la paresse et à faire payer au travail une prime à l'insouciance, mais elle porterait en elle le germe de toutes les grèves et l'espérance de toutes les coalitions. »

Nous l'avons vu, c'est bien ce qui s'est souvent passé. Remarquons au passage qu'en un siècle le langage de la bourgeoisie n'a guère évolué.

Il faut reconnaître, toutefois, que le second Empire finit par atteindre son but, pour l'essentiel. En 1852, il existait 2 483 sociétés de secours mutuels ; 10 % étaient des sociétés approuvées. En 1870, sur 5 788 sociétés existantes, 4 279 étaient approuvées, soit 73 %. 620 000 mutualistes appartenaient aux sociétés approuvées, 250 000 appartenaient aux sociétés libres.

LA III<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE

La III<sup>e</sup> République, lors de son avènement, rend aux mutualistes la liberté de désigner eux-mêmes leurs

présidents. Il fallut cependant attendre 17 ans pour qu'une loi, qui sera la charte du mouvement mutualiste pendant un demi-siècle, soit promulguée.

A dater de ce moment, les sociétés de secours mutuels n'ont plus besoin d'autorisation préalable pour se créer. Leurs fondateurs n'ont d'autre obligation que de communiquer les statuts à l'administration, qui vérifie seulement s'ils sont conformes aux lois en vigueur. Dorénavant aussi, l'obligation de créer exclusivement des sociétés communales est supprimée ; les sociétés peuvent être départementales, professionnelles, nationales. Elles ont le droit de constituer entre elles des unions et des fédérations. Dès lors, la Mutualité connaît un grand développement.

Ce n'était pas, bien sûr, sans arrière-pensées que les premiers gouvernements de la République relâchaient la surveillance que la Mutualité avait subie sous l'ancien Régime. Un ministre de l'époque, Louis Barthou, déclarait : « Dire le bien qu'on a fait et qu'on continuera de faire pour les sociétés de secours mutuels, c'est dire en réalité que le gouvernement de la République est resté fidèle à ses traditions et à ses promesses, et c'est en réalité dire du bien du gouvernement de la République. »

Effectivement, les gouvernements vont agir pour se ménager le soutien du mouvement mutualiste, qui aura alternativement comme ministère de tutelle soit le ministère du Travail, soit celui des Affaires sociales, selon la composition des gouvernements. Ce sont les préfets qui représentent les ministères.

A partir de cette époque, c'est-à-dire à la fin du siècle dernier, la séparation entre la Mutualité et le syndicalisme est consommée. Le mouvement ouvrier s'organise ; la CGT est créée en 1895. De plus en plus, les sociétés de secours mutuels vont se confiner dans leur rôle social. Le fossé va s'agrandir, les préoccupations n'étant pas les mêmes. Par exemple, le syndicalisme contestait violemment le régime de retraites établi en 1910 tandis que la Mutualité en revendiquait la gestion.



Au début de notre siècle, les ouvriers ne représentaient que 13% des effectifs des mutualistes. La grande majorité était composée de petits commerçants, d'artisans, de petits cultivateurs, etc. La Mutualité était petite-bourgeoise dans son ensemble ; c'est ce qui explique la sollicitude dont firent preuve à son égard les gouvernements de l'époque. Les présidents de la République déclarent être les premiers mutualistes de France. Ainsi, Félix Faure devint président d'honneur de plusieurs sociétés de secours mutuels. Les ministres participent souvent aux assemblées et aux banquets qui les terminent. Un autre président de la République, Emile Loubet, d'autre part président de la Société de secours mutuels de Montélimar, devint président d'honneur de l'Union nationale des présidents de sociétés de secours mutuels. Armand Fallières, Raymond Poincaré, Paul Deschanel, Alexandre Millerand, Gaston Doumergue gardèrent des liens très étroits avec la Mutualité. La collaboration de classes battait son plein. Puis la période faste prit fin, la Mutualité n'était plus seule, les Assurances sociales naissaient en 1930...

Pour donner une idée de l'intérêt manifesté par les pouvoirs publics à la Mutualité, signalons deux fêtes grandioses qui se sont déroulées en 1904 et en 1905.

Le 30 octobre 1904, la Fédération nationale de la Mutualité, créée en 1902, organisa une énorme assemblée suivie d'un non moins énorme banquet puisque 30 000 personnes y participèrent sous la présidence du président de la République, Emile Loubet.

L'année d'après, ce furent 50 000 personnes qui se groupèrent au Champ-de-Mars à Paris, défilèrent et banquetèrent, toujours sous la présidence d'Emile Loubet. Ensuite on cessa ce genre de festivités gigantesques pour en revenir à des manifestations de plus modeste envergure.



## L'ESSOR — QUELQUES CHIFFRES

En 1850, environ 3 000 sociétés de secours mutuels fonctionnaient, regroupant quelque 800 000 membres.

En 1890, les sociétés de secours mutuels comptaient 1 400 000 adhérents ; en 1898 : 1 900 000 ; en 1905 : 3 750 000 ; en 1914 : 5 300 000 ; en 1930 : 8 200 000 ; en 1938 : 9 800 000, inscrits dans plus de 30 000 sociétés.

De nos jours, environ 23 millions de personnes bénéficient de la Mutualité (12 millions de chefs de famille) ; il existe plus de 8 000 sociétés mutualistes.

La parution de l'étude sur la Mutualité reprendra dans deux numéros.

(Fin de la 3<sup>e</sup> partie)  
André DEVRIENT

NOTE DE LECTURE

**Pologne, défi à l'impossible ?**  
(de la révolte de Poznan à Solidarité)

par K. Pomian

**A** l'heure où les chars tentent d'écraser le mouvement ouvrier polonais, sort un livre de l'historien polonais K. Pomian. Constitué de différents articles, cet ouvrage analyse, éclaire les différents mécanismes qui régissent la société polonaise depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Comment depuis les révoltes de 1956, en est-on arrivé à Solidarność et au courant autogestionnaire en ces années 1980-81.

La première réalité en Pologne, c'est le POUP, dont le rôle dirigeant est reconnu par la Constitution depuis 1975. Le POUP, c'est tout d'abord et surtout l'appareil, celui qui a l'information, le monopole de la violence, ce qui lui permet de se voir doter de confortables majorités, lors des élections au sein du parti. Malgré tout, il y a parfois des opposants, mais à force d'exclusions, tout rentre dans l'ordre (tel Jacek Kuron, fondateur du KOR (1) exclu fin 1961). L'appareil, grâce à une habile utilisation de l'arriérisme social sélectionne soigneusement les futurs apparatchiks qui assureront la pérennité du système. Cet appareil contrôle l'Etat, instrument de son hégémonie sur la société. K. Pomian montre dans deux articles concernant la censure (ses méthodes de travail) et la juridiction, comment la légalité se marie avec l'arbitraire pour permettre l'action de l'appareil.

Le plus bel exemple de l'action de l'appareil : une « certaine » gestion de l'économie. Sur le modèle du grand frère russe, celle-ci est entièrement régie par l'appareil. La crise économique qu'il lustrent les longues files d'attente est produite par un déséquilibre croissant et structurel entre un secteur d'industries lourdes hypertrophiées et une production de biens de consommation ne pouvant satisfaire les besoins de la population (sauf pour les apparatchiks, rassurez-vous !) Ce déséquilibre entre ces deux secteurs, l'appareil tente de le résoudre en procédant par la fuite en avant, c'est-à-dire en effectuant d'importantes hausses des prix de biens de consommation courante avec un zeste de rationnement.

Mais en 1956, 1970-71, 1976 et 1980, l'appareil a dû reculer dans ses projets, face à la résistance ouvrière. En 1956, il n'a pas pu reconquérir le pouvoir sur la production paysanne qui était dès lors en majorité indépendante. En 1970, l'annonce d'une hausse des prix entraîne une vague de grèves à travers tout le pays. Répression sauvage à Gdansk, Gdynia, Szczecin et Elblag, mais l'appareil recule de nouveau et tombe avec Gromulka. 1976, Gierek décrète une hausse des prix, Ursus, Radom, Ploek en grève, grève qui menace de devenir générale. L'appareil recule de nouveau et fait de la répression en « douceur » (inculpations, licenciements...).

1976 marque une date importante dans la renaissance du mouvement ouvrier polonais. La création du KOR par un groupe d'intellectuels (Kuron, Michnik...) pour venir en aide aux ouvriers victimes de la répression va permettre l'apparition de liens de solidarité brisant la peur, dernier fondement du régime totalitaire. Le KOR va permettre de briser l'isolement des opposants, ainsi que le mur de silence établi par la censure, en multipliant les publications clandestines, notamment avec le bulletin Robotnik (L'Ouvrier). C'est là un premier pas vers l'organisation indépendante du mouvement ouvrier polonais.

En 1980, où tous les germes d'un renouveau du mouvement ouvrier polonais sont en suspens, la hausse des prix annoncée par Gierek sera le détonateur des grèves de juillet-août et de l'aventure de Solidarność.

L'appareil, face à l'ampleur du mouvement, va reculer cette fois-ci à grands pas. La société prenait sa revanche d'un lock-out de 35 ans. Dès lors, l'appareil va jouer sur deux terrains : négociant d'une part car il ne peut faire autrement et tentant de briser le mouvement syndical par des provocations policières comme à Bidgoszcz le 19 mars 1981, pour amener l'affrontement ouvert. Il s'y cassera les dents. Le POUP perd petit à petit tous les éléments de sa cohésion (mouvement de renouveau dans le parti dont la moitié des membres sont à Solidarność...).

En ce 12 décembre 1981, le POUP est entièrement nu, tout se passe comme si la société l'ignorait, agissant toute seule sans se soucier de lui outre mesure (par exemple avec le thème autogestionnaire qui touche un domaine réservé au POUP). L'armée restait le dernier moyen de briser un mouvement qui était allé déjà bien trop loin. L'armée contrôlait déjà de plus en plus l'Etat ces derniers mois, où l'on voyait apparaître des uniformes à tous les postes du régime. Le coup d'Etat, le putsch, le pronunciamiento (au choix) de Jaruzelski nous les a apportés à la télévision ! Son pari ? Normaliser, rétablir une société où règne la peur et la méfiance. Mais peut-on briser un mouvement âgé d'un an et demi et riche de 25 ans d'histoire ?

C'est ce que retrace K. Pomian dans son livre qui est en fait un document d'actualité. Et en plus, il y a une chronologie des événements depuis 1918 ! Décidément, il ne faut pas le louper.

Franc (Haison Isère)

KOR : Comité de défense des ouvriers, se transforme en KSS-KOR : Comité d'autodéfense sociale-KOR.

SÉLECTION



RADIO

— France-Culture : le 25 fév. à 20 h : *Un cas particulier, la petite semaine*, de Helga Krolewski. Le rêve envahit la réalité. Le surréel, avec ses lois propres, prend le dessus...

Le 28 fév. à 14 h 05 *Les bons bourgeois*, de René Obaldia. Un pastiche de Molière.

Le 2 mars à 9 h : *La Gihad*. Le concept de guerre sainte dans l'Islam.



TÉLÉVISION

— TF1 : le 25 fév. à 22 h 15 : La terre en héritage : la ruée vers l'eau.

Le 26 fév. à 20 h 35 : *Comte Ory*. Un opéra peu connu de Rossini.

Le 28 fév. à 20 h 35 : *Adieu, poulet*, police et politique, de Granier-Deferre.

Le 1<sup>er</sup> mars à 20 h 35 : *L'étrange monsieur Victor*, de Jean Grémillon, avec Raimu. Un chef-d'œuvre méconnu.

— A2 : le 26 fév. à 23 h : *Le trou*. A revoir, surtout pour la précision et le rythme propres à Jacques Becker.

Le 28 fév. à 22 h 25 : Nos ancêtres les Français : *L'usine*. La condition ouvrière de 1880 à 1936.

Le 1<sup>er</sup> mars à 20 h 35 : *Tranquille, la peur*. La sorcellerie au XX<sup>e</sup> siècle.

Le 3 mars à 20 h 35 : la planète bleue : le prix de l'essence. Un problème brûlant.

— FR3 : le 25 fév. à 20 h 30 : *Le combat dans l'île*, d'Alain Cavalier. Politique et amour.

Le 27 fév. à 20 h 30 : *L'écarteur*. La vie dans les Landes.

Le 1<sup>er</sup> mars à 20 h 30 : début d'une série : *Français, si vous saviez*, de Harris et Sedouy.

Le 3 mars à 20 h 30 : *Le cinéma X de A à Z*, présenté par Claude Villers. Devrait être drôle.

SPECTACLES



• THÉÂTRE :

« Autre Théâtre », festival international de théâtre gestuel, du 28 février au 14 mars à la MJC de la Seine-Saint-Denis à Aulnay-sous-Bois (134, rue Anatole France).

Le 28 février, à 15 h : *Ecrans noirs*, du Théâtre d'en face (France, à 18 h : *La Colonie des colonnes*, de la Pyramide sur la Pointe (Belgique), à 19 h 15, *Hinagata 8*, de SEBI (Japon), à 20 h 30, *Nature morte*, du Teatr Grupa Chwilowa (Pologne). Le 2 mars à 20 h 30 : *Animation*, du Teatr del Rebomrio (Espagne).

*La Véridique Histoire de Joseph Süß Oppenheimer dit le Juif Süß*, à la MJC de la Seine-Saint-Denis à Bobigny (1, bd Lénine) : du 26 février au 16 mars à 20 h 30 du mardi au samedi, et à 16 h 30 le dimanche.

*Ça te dérange ? Moi ça m'arrange !* : le samedi 27 février au CEC de Yerres.

La compagnie A. Morel/Atelier théâtral d'Orange présente *Candide*, d'après Voltaire, le 24 février à 17 h à la Faculté des lettres d'Avignon et *Le Roman de Renard*, le 27 février à 18 h à Saint-Saturnin d'Apt. Elle organise, d'autre part, deux veillées, l'une avec les Troubadours (le 25 février à 21 h à Saint-Louis, à Orange), l'autre sur Gaston Couté avec André Morel (le 1<sup>er</sup> mars à 21 h au « Marché aux Oiseaux » à Carpentras).

*Gevrey-Chambertin*, du Théâtre du Chapeau rouge, sur une musique d'Albert Marcœur, dans la grande salle du TEP : à 20 h 30, le 26 février, à 14 h 30 et à 20 h 30 le 27 et à 15 h le 28.

La compagnie « Des Femmes dans le texte » présente *Mariana Pineda*, de F. Garcia Loca : du 2 mars au 4 avril au Théâtre de la Commune d'Aubervilliers. A 19 h 30 le mardi, à 20 h 30 du mercredi au samedi (sauf les 11 et 18 mars : à 14 h 30) et à 17 h le dimanche. (Réduction à 30 francs pour les porteurs de la carte de Radio-Libertaire.)

• MARIONNETTES :

Jean-Pierre Lescot au Petit TEP : à 20 h 30 les 25, 26 et 27 février et le 28 à 15 h.

*Les Aventures d'une marionnette de bois*, du Teatro Porcospinu, librement inspirées du Pinocchio de Collodi : au Petit TEP les 2 et 3 mars à 20 h 30.

• CONCERTS-CHANSONS :

Jean-Luc Debattice au Théâtre Paul Eluard, 4, avenue de Ville-neuve-Saint-Georges à Choisy-le-Roi, le 26 février à 21 h.

Jean Guidoni : le 26 février à 20 h 30, à la MJC du Havre et le 27 à la MJC de La Rochelle.

Djamel Allam : le 2 mars au Centre culturel de Tulle, à 21 h, et le 3 mars au Théâtre municipal d'Aurillac, à 20 h 45.

Philippe

« L'INVITÉ de Radio-Libertaire »

chaque jour de 18 à 22 h, sur 89,5 MHz permet de faire connaissance avec un écrivain, un artiste, une association, bref des gens qui ont quelque chose à dire sur des sujets qui, nous l'espérons intéressent nos auditeurs. Le 17 février, Michel Ragon était avec nous pour nous présenter *Ma Sœur aux yeux d'Asie*, son dernier livre, publié par Albin Michel.

Autour de ce roman à base autobiographique, nous avons évoqué le colonialisme et son cortège de racismes quotidiens. Cette petite sœur aux yeux d'Asie s'appelle Odette, elle a été ramenée du Cambodge par le père de Michel Ragon, engagé dans la coloniale pendant quinze ans. Prolongement de *L'Accent de ma Mère*, le roman nous fait découvrir une autre facette de cette famille vendéenne de petits paysans. Mais le livre dépasse le cadre de la saga familiale puisque s'appuyant sur des archives du musée de la Guerre, sur des témoignages de certains de ses lecteurs, Michel Ragon fait vivre ici la mémoire d'une génération et, d'une classe, d'une région.

Parallèlement à la vie de son père qui découvre d'abord avec méfiance, puis peu à peu avec intérêt une culture inconnue et ce qu'est la colo-

nisation vue du côté des dominants, une autre rencontre se fait où le contexte est différent. L'été 40 à Fontenay-le-Comte, ce n'est pas vraiment la guerre, plutôt l'attente de ce qui va se passer, et pourtant les colonisateurs sont là, et leur présence sera de plus en plus pesante. Sommes-nous toujours le colonisateur de quelqu'un et colonisé par quelqu'un d'autre ? Tant que nous ne nous serons pas débarrassés du désir de pouvoir, tant que nous accepterons et cautionnerons le fait qu'il y ait des exploités et des exploités, le problème risque de toujours être posé en ces termes. C'est aussi de cela que nous avons parlé avec Michel Ragon. que nous recevrons à nouveau le 17 mars autour, cette fois, de la vie de Karl Marx.

Nos prochains invités de 18 à 22 h sur R.L. :

- jeudi 25 : « l'Impatient », pour une médecine différente ;

- vendredi 26, le CHOC, l'homosexualité ;

- lundi 1<sup>er</sup> mars : B. Meulien dit Gaston Couté ;

- mardi 2 : l'UPF, « Les essais nucléaires à Tahiti » ;

- jeudi 4 : Francisco Montaner, chanteur.

Pour l'équipe de R.-L. Jocelyne

## QUELQUES REPÈRES

L'ISLAM est la dernière venue des trois grandes religions monothéistes (les deux premières étant le judaïsme et le christianisme) et fait référence au même Dieu unique. Simplement, l'islam se présente comme la dernière interprétation, la meilleure et l'ultime, bien sûr, du message divin. C'est ainsi que Mahomet, le dernier des prophètes après Moïse et Jésus, a reçu de Dieu l'ordre de suivre la religion d'Abraham qui est aussi celle de Noé, Moïse et Jésus, mais en opérant un retour aux sources et en gommant les interprétations erronées. En clair, tous les prophètes ont transmis la parole de Dieu, mais cette parole a été mal transmise ou plus exactement mal interprétée. Mahomet, le dernier prophète, a donc été chargé de remettre la pendule à l'heure. Une bonne fois pour toutes !

L'an I de l'ère musulmane (Hégire) correspond à l'an 622 de notre ère. Cette année-là, Mahomet quittait La Mecque, où on lui rendait la vie impossible, pour Yatrib (qui deviendra Médine), quatre cents kilomètres plus au nord... Là, il y forma une sorte de nation où la communauté de sang était remplacée par la communauté de foi. Mahomet mourut en l'an X de l'Hégire. Tout ce qu'il avait dit et répété fut rassemblé dans un livre. Ce livre, c'est le Coran (la récitation).

Dans le Coran, Dieu parle à son prophète et le prophète parle de son Dieu. Tous les sujets sont abordés : la morale, le culte, la politique, le droit... Le message est fort et simple. Le croyant est celui qui répond à l'appel que Dieu lui adresse et se fie à ce témoignage



que Dieu porte sur lui-même. Ce témoignage du musulman, cette profession de foi, est suffisante pour entrer dans la communauté. Dans l'islam, en effet, il n'y a pas de clergé, pas d'intermédiaire entre Dieu et le croyant. Le Coran — le message de Dieu transmis par le prophète — permet au musulman d'établir un contact direct avec Dieu. Dans ces conditions, la pratique revêt une importance fondamentale, car elle permet à l'individu d'exprimer tout à la fois sa foi et d'entrer en communion avec les autres croyants. Les cinq grandes obligations de l'islam sont la profession de foi, la prière, le pèlerinage, le jeûne et l'aumône légale.

L'islam, comme toutes les religions, a bien évidemment connu des scissions de toutes sortes, mais par-delà les divergences, il y a un fond commun qui demeure : la révélation coranique et une pratique identique, à quelques détails près.

Les deux grandes composantes de l'islam sont le Sunnisme (communauté des gens de la tradition qui représente 90% des croyants, et le Shi'isme (parti d'Ali). L'origine de cette scission remonte à la mort du prophète Mahomet qui ne laissait pas de descendance mâle. Deux tendances s'affrontèrent alors concernant sa succession en tant que guide (Calife ou Iman). La première (Sunnisme) considérait que le Calife devait être désigné ou élu en fonction de sa valeur. La seconde (Shiisme) estime que le Calife doit être choisi parmi les descendants du prophète. Les Shiites n'ont donc jamais admis la destitution par les armes du Calife Ali (gendre et cousin de Mahomet). Ils continuent donc à vénérer Ali et les douze Imams qui sont des descendants. Pour les Shiites, le douzième Iman n'est pas mort. Sa disparition a été proclamée en 980, mais il survit et se cache, et reviendra pour faire régner la justice. De plus, les Shiites admettent l'existence d'un clergé, les Mollahs et les Ayatollahs, qui est l'interprète de l'Iman caché.

Actuellement, l'islam compte 800 millions d'adeptes au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, en Afrique, en Asie et un peu partout dans le monde. L'Indonésie, avec 130 millions d'habitants, est l'Etat musulman le plus peuplé.

Jean-Marc RAYNAUD

## LE RÉVEIL DE L'ISLAM

PENDANT longtemps, l'islam a été tenu comme quantité négligeable par l'Occident industriel et colonialiste. Une vieille gloire, l'islam ! Une vieille gloire sans avenir ! L'apanage exclusif des peuples en haillons, analphabètes et rétrogrades. Une petite note d'exotisme tout au plus pour cette religion, cette culture et cette civilisation des laissés pour compte du progrès technique et de la marche en avant de la « civilisation ». L'odeur forte d'un passé en train de pourrir lentement dans les poubelles de l'histoire, au bout du compte !

Oublié, donc, l'islam ! Méprisé ! Humilié, sortit par tous ceux qui, au nom de la « civilisation », s'attachaient avant tout à faire suer le burnou à leur profit ! Et puis récemment, il y a quelques décennies, dans la foulée de la décolonisation, le réveil ! Un réveil lent, tout d'abord. Brutal, ensuite ! Quasi-ment un déferlement actuellement ! Une obsession, désormais !

Aujourd'hui en effet, l'islam, c'est les pays arabes détenteurs de l'or noir et une menace pour notre approvisionnement énergétique. C'est également un taux de natalité effarant. Huit cent millions de musulmans aux quatre coins de la planète (100 millions d'arabes seulement) et une croissance démographique galopante. Un autre type de menace, donc, celle du nombre ! L'URSS elle-même qui risque, d'ici moins d'un siècle, d'être un pays majoritairement musulman, n'est pas à l'abri de cette dissidence d'un nouveau genre. Et puis l'islam, surtout, c'est l'action. La révolution iranienne, où un vieillard psychotique réussit à abattre en quelques mois un régime doté de la 5<sup>e</sup> armée du monde, en lançant dans la rue des masses fanatisées. Bref, l'islam aujourd'hui est une réalité qui existe et qui inquiète. Mais qu'est-ce donc au juste que l'islam ? Qu'est-ce qui est à l'origine de ce réveil ?

L'islam, bien sûr, c'est avant tout une religion. Une pratique religieuse, serait-il plus exact de dire. C'est également une langue. Une langue commune pour les arabes. Une langue de référence pour les musulmans. Mais c'est aussi une morale, et bien sûr une civilisation. Une vision de l'homme, donc. Une vision globale de l'homme englobant le spirituel, le social et le politique ! Mais cela, l'islam l'a toujours été, et l'explication du réveil de l'islam n'est pas là ! Alors, pourquoi ce réveil d'une religion, d'une langue, d'une morale et d'une civilisation qui végétaient depuis des siècles.

En fait, le réveil de l'islam s'inscrit dans une double perspective. Celle de la décolonisation, bien sûr, et celle, surtout, de la faillite des modèles de développement et de civilisation importés.

Quand les pays musulmans ont accédé à l'indépendance (il y a seulement quelques décennies), les élites qui ont pris en main les rênes du pouvoir

avaient été formés en Occident capitaliste ou socialiste autoritaire. Ces élites, qui héritaient de pays pillés, sous-développés et miséreux, ont tenté de reproduire ce qu'elles avaient appris en Occident. Ils se sont lancés dans un type de développement économique et social qui était celui des pays industrialisés. Ils se sont fait les apôtres de l'industrialisation, de l'étatisation, de l'urbanisation et d'une civilisation matérialiste. Et ils ont échoué. Ils ont échoué parce que ce schéma était celui du néo-colonialisme et qu'il permettait de perpétuer la domination des pays occidentaux. Ils ont échoué parce que ce schéma était lui-même en train de faire faillite. Le modèle occidental de type capitaliste est en pleine crise et le modèle de type socialiste à la mode des goulags ne vaut guère mieux. Bref, ces élites formées à l'étranger n'ont pas réussi à reproduire les modèles dont elles s'inspiraient et la misère a continué à sévir dans ces pays nouvellement indépendants. La misère plus l'éclatement des traditions, cela laissait un espace libre à une alternative idéologique, et cette alternative, ce fut l'islam.

L'islam s'est donc réveillé de par le fait d'une double faillite, et son succès est à l'image de l'intensité de cette faillite. Kolossal ! Et cela explique parfaitement que le réveil de l'islam soit essentiellement celui de sa fraction la plus intégriste, c'est-à-dire la plus conservatrice et la plus rétrograde. Car il faut le savoir, il existe également un islam progressiste ouvert aux idées modernes, mais il a été balayé, car soupçonné de collusion avec les modèles occidentaux.

La force de l'islam aujourd'hui, c'est donc, on le voit, la faillite du modèle de civilisation dominant ce 20<sup>e</sup> siècle finissant. (C'est la même chose pour le catholicisme en Pologne). Là est également son talon d'Achille, car il n'est pas d'exemple de modèle de type socialiste à ne soit développé sur la seule base du refus. Il faut également qu'il soit capable de proposer quelque chose ou bien d'intégrer le meilleur de ce qui existe à ses frontières. Dans ces conditions, il n'est pas besoin d'être grand clerc pour prédire à l'actuel islam des lendemains qui vont déchanter. Mais quand ?

Hervé-Claude LAPIDAIRE

### Les femmes et l'islam

« LES hommes ont autorité sur les femmes en vertu de la préférence que Dieu leur a accordée sur elles et à cause des dépenses qu'ils font pour assurer leur entretien. Les femmes vertueuses sont pieuses. Elles préservent dans le secret ce que Dieu préserve. Amonestez celles dont vous craignez l'infidélité Reléguez-les dans des chambres à part et frappez-les. Mais ne leur cherchez plus querelle si elles vous obéissent. »

(Verset 34 du chapitre IV du Coran)

Depuis toujours, l'islam considère la femme comme un être inférieur. Certes, cette vision de la femme existe également dans de nombreuses autres religions ou civilisations. N'empêche, alors qu'en Occident, en Asie ou ailleurs il se produit un mouvement allant dans le sens d'une certaine égalité entre les sexes, en terre islamique, il en va tout autrement. Le réveil de l'islam, qui correspond au réveil de l'islam le plus rétrograde et conservateur qui soit, sonne le glas des quelques tentatives de libéralisation qui avaient pu voir le jour ici ou là. En Algérie, par exemple, l'Assemblée nationale est en train de plancher sur un texte gouvernemental institutionnalisant le statut inférieur qui est celui de la femme dans la société algérienne. Ce texte reconnaît la polygamie, la répudiation de la femme par le mari et interdit à la femme le mariage avec un non-musulman. Pour l'heure, suite à l'action vigoureuse menée par d'anciennes moudjahidates (femmes combattantes de la guerre d'indépendance), ce projet, appelé à codifier les droits de l'épouse et du mari, a vu son étude repoussée à quelques mois, mais il ne faut pas se faire d'illusions. En Iran ou en Algérie, le réveil de l'islam signifie le retour aux sources et le retour aux sources, c'est l'inégalité entre hommes et femmes. Une inégalité qui signifie pour les femmes réclusion ou semi-réclusion, excision, le droit de se faire engrosser ou répudier selon le bon désir du mâle... Bref, si toutes les religions véhiculent plus ou moins la haine et le mépris de la femme, l'islam est sans nul doute la pire en la matière.

Et qu'on ne vienne pas nous faire le coup de l'ethno-centrisme ! Dénoncer l'oppression des femmes par l'islam, ce n'est nullement chercher à imposer une manière de pensée occidentale. Ce n'est pas davantage refuser les différences culturelles pouvant exister entre les différentes civilisations de la planète. Et ce n'est sûrement pas faire du néo-colonialisme à la petite semaine.

Pour nous, toutes les religions sont des systèmes d'oppression et nous nous sommes toujours levés contre leur prétention à régenter la vie des êtres humains. Que l'individu croit en Jésus-Christ, Allah, Marx ou Sylvie Vartan, c'est son droit le plus strict ! Mais que cette croyance individuelle débouche sur une institutionnalisation de l'oppression des êtres humains, alors là ça ne va plus ! Et ce n'est pas parce que nombre de musulmans revendiquent ou admettent leur mise à l'écart et leur statut d'infériorité que cela change quelque chose au problème.

Mort à toutes les religions, et donc mort à l'islam. Ni Dieu ni Maître.

Maylis O'Brian